

Économies AFRICAINES

Le magazine des Investisseurs et des Décideurs - www.economiesafricainesmagazine.fr

Faustin-Archange
Touadéra,
président de la République
centrafricaine

Spécial Centrafrique

POLITIQUE

14 groupes rebelles ont signé
l'accord de paix

SÉCURITÉ

Le programme de désarmement
monte en puissance

ÉCONOMIE

Les régies financières
rétablies

LE DON DE RASSEMBLER

M 06547 - 12 - F: 6,00 € - RD





H O T E L S

VENEZ À LA RENCONTRE DU SOURIRE
ONOMO HOTELS **EN AFRIQUE**

AFRIQUE DU SUD
CAMEROUNE
CÔTE D'IVOIRE
GABON
GUINÉE-CONAKRY
MALI
MAROC
MOZAMBIQUE
RWANDA
SÉNÉGAL
TANZANIE
TOGO



VUE SUR LA VALLÉE DU KIYOVU
ONOMO HOTEL KIGALI



Économies AFRICAINES

ÉDITÉ PAR LLB AFRIQUE



LLB Afrique

SIÈGE SOCIAL :

91, rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 PARIS
Tél/Fax : +33 1 42 65 25 52
administration@economiesafricaines.fr
www.economiesafricainesmagazine.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Cyrille MARTIN
cmartin@economiesafricaines.fr

RÉDACTEUR EN CHEF

Serge-Henri MALET
shmalet@economiesafricaines.fr

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Annie JUNJAUD

RÉDACTION

Andju ANI
Louise BIBALOU-DURAND
Christian KOUAMEN
Paul de MANFRED
Serge-Henri MALET
redaction@economiesafricaines.fr

COMMUNICATION ET PUBLICITÉ

Directrice commerciale
Christine LE CUZIAT
clecuziat@economiesafricaines.com
Cabinet ZB Consulting – Gervais ATO

FABRICATION

Tristan BEN MAHJOUB

WEBMASTER

Jean OTIS

IMPRIMEUR

2GCA 'pari.s – 24, rue de la Folie Méricourt
75011 Paris

Tous droits de reproduction, même partielle, par quelque
procédé que ce soit, réservés pour tous pays.
2020Économies Africaines – Dépôt légal décembre 2020
CPPAP n°0721 D 94233 – Pressifaliss 6547

UNE NOUVELLE CENTRAFRIQUE EN GESTATION

03 L'édito par Serge-Henri Malet

POLITIQUE

04 Politique intérieure – « Tous les atouts pour gagner la présidentielle dès le 1^{er} tour »

05 **Politique intérieure – Des avancées notables sous le mandat Touadéra**

12 Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilité en Centrafrique – La MINUSCA au cœur de l'action humanitaire

14 Primature – Comment Ngrebada s'est forgé une réputation de fin négociateur

DOSSIER - SÉCURITÉ

16 Stratégie nationale de la Réforme du secteur de la sécurité – Des résultats probants dans le secteur de la sécurité

20 Programme national de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement – Le programme de désarmement monte en puissance

24 Diplomatie – Bangui se met à l'heure de Moscou

DOSSIER - PRÉSIDENTIELLE & LÉGISLATIVES 2020

27 Mouvement Coeurs Unis – Élections législatives – Quand le MCU vante le bilan du président-candidat

30 Union pour le renouveau centrafricain – Élection présidentielle – En quête d'alternance

32 Candidature indépendante – Élection présidentielle – Comment devient-on une pionnière ?

33 Mouvement de libération du peuple – Élection présidentielle – L'étoffe d'un conquérant

34 Portrait – Fidèle Gouandjika, l'homme qui parle à l'oreille du président

35 Portrait – Sani Yalo, le conseiller de l'ombre

36 Autorité nationale des élections – Un test démocratique sous l'œil de la communauté internationale

ENVIRONNEMENT - ÉDUCATION/EMPLOI - SOCIAL & RSE

38 Communication & Médias – Un appel à la responsabilité dans la communication

40 OMS – Centrafrique – Le défi : restaurer le système de santé

MACROÉCONOMIE & BAILLEURS DE FONDS

42 L'expertise de Dondra, un nouveau souffle aux finances de la RCA

BANQUES & ASSURANCES

44 Banques – La Commercial Bank Centrafrique sur le chemin de la performance

MINES - PÉTROLE & ÉNERGIE

46 Mines – Un nouvel élan dans le secteur minier

SUNU ASSURANCES

A LE BON PROFIL POUR VOUS ACCOMPAGNER



♦ Pays de présence
♦ Pays dans lesquels le Groupe SUNU
est en cours d'installation

Bénin - Burkina Faso - Cameroun - Centrafrique - Côte d'Ivoire - RD Congo
Gabon - Ghana - Guinée - Libéria - Mali - Mauritanie - Niger - Nigéria - Sénégal - Togo

Présent dans plus de **14 pays** d'Afrique subsaharienne et comptant une vingtaine de sociétés d'assurances et autres sociétés affiliées, le Groupe SUNU est un groupe africain d'assurances créé en 1998. En Guinée, SUNU Assurances a le bon profil pour vous accompagner que vous soyez **une personne, une entreprise, une association ou un groupe de personnes.**

SUNU Assurances Centrafrique

Rue de la Victoire
BP 896 - Bangui
République centrafricaine



Tél. : (236) 21 61 31 02 / 21 61 66 35
E-mail : centrafrique.iard@sunu-group.com
Site web : monbonprofil.com
 SUNU Assurances



Par Serge-Henri Malet

Une nouvelle Centrafrique en gestation

Faustin-Archange Touadéra, président-candidat à la présidentielle du 27 décembre 2020, sollicite la confiance des Centrafricains pour un second mandat. Le rejet par la Cour constitutionnelle de la candidature d'un poids lourd dans cette bataille politique, l'ancien président François Bozizé au pouvoir de 2003 à 2013, au motif qu'il fait l'objet d'un mandat d'arrêt international, assure des conditions favorables à une probable réélection de M. Touadéra. Sur les 22 candidats à la magistrature suprême, les 9 juges de la Cour en ont écarté 4 autres pour des motifs de corruption et d'appartenance à des groupes armés. Et la même sanction est tombée pour 78 candidats au scrutin législatif couplé à la présidentielle, qui a réuni 1 585 candidatures pour un Parlement qui compte 140 sièges.

En soixante ans, ce petit pays d'à peine 4,5 millions d'habitants a connu trois guerres fratricides qui ont causé plus de 10 000 morts. C'est dire que ces élections non seulement constituent un test démocratique sous le regard de la communauté internationale, mais aussi témoignent de la volonté de tourner la page des violences inter-ethniques. Répondant à cette aspiration, le président Touadéra, qui a pu négocier à Khartoum, au Soudan, avec 14 groupes rebelles un accord historique de paix signé à Bangui le 6 février 2019, peut espérer inviter à la table des négociations d'autres groupes armés qui régissent encore une partie du pays. Certes, cette paix négociée avec 14 groupes armés est parfois jugée fragile, mais elle résiste pour le moment à toutes les tentations de reprise des hostilités. De plus, le président à de quoi se réjouir car les résultats du Programme national de désarmement, démobilisation, réinsertion et rapatriement (PNDDRR) sont plutôt encourageants.

À titre d'exemple, le projet pilote lancé à Bangui le 30 août 2017 pour 440 éléments issus de 12 groupes armés et dont la phase de désarmement/démobilisa-

tion s'est déroulée à Bangui et dans les villes de Bouar, Paoua, Bambari, Kaga-Bandoro, Birao et Kouï a permis de collecter 309 armes, 499 explosifs de guerre et 7 257 munitions. Toutefois, le président Touadéra sait qu'il faudra du temps, de la patience et de la pédagogie pour pacifier la totalité de son pays. L'arrestation de Socrate Bozizé, fils de l'ancien président, pris en flagrant délit recrutant des mercenaires le 4 décembre 2020 à Zongo, ville congolaise frontalière à la RCA, en dit long sur les dangers qui guettent l'équilibre fragile de la paix si chère à M. Touadéra.

Mais il nourrit l'ambition de jeter les bases d'une nouvelle Centrafrique, proposant pour ce faire à ses compatriotes un « *nouveau pacte démocratique* » articulé essentiellement autour de cinq chantiers, au rang desquels la gouvernance et l'éducation. La gouvernance irréprochable, le président Touadéra veut en faire une réalité qui suscite la fierté de son peuple et constitue un socle dans son projet de société, le RCPCA (Plan national de relèvement et de consolidation de la paix en Centrafrique). Avec la formation, il veut centrer son action sur la lutte pour l'emploi des jeunes, contre la pauvreté et l'exclusion ainsi que sur les mesures en faveur de l'autonomisation des femmes. Aux yeux de M. Touadéra, la formation et l'éducation sont les clés du changement et les moyens d'actionner l'ascenseur social.

Enfin, le président s'est déjà engagé à améliorer l'accès à des soins de santé de qualité en dotant les établissements hospitaliers en équipement médico-technique, à l'exemple du centre d'imagerie médicale et du centre d'hémodialyse installés le 4 décembre 2020. Sachant qu'en un an, ce ne sont pas moins de 229 personnes qui ont bénéficié d'une évacuation sanitaire ayant coûté à l'État plus de 3 milliards de FCFA, soit plus de 4,5 millions d'euros, l'on comprend l'importance du pas que vient de franchir la Centrafrique dans le fonctionnement de son système de santé.

« TOUS LES ATOUTS POUR GAGNER LA PRÉSIDENTIELLE DÈS LE 1^{ER} TOUR »

Désigné candidat à la présidentielle 2020-2021 par le Mouvement Coeurs Unis le 26 septembre 2020 à Bangui, Faustin-Archange Touadéra a défendu son bilan tout en souhaitant poursuivre ses chantiers, notamment récupérer la partie du pays encore aux mains des milices armées.

« Je vous ai entendus et c'est avec beaucoup de plaisir que j'accepte. (...). La date du 26 septembre s'inscrit en étape fondatrice de la marche du peuple centrafricain vers son avenir qui sera fait de sécurité, de paix, de cohésion sociale, de vivre-ensemble et de développement dans l'unité, la dignité et le travail », a déclaré Faustin-Archange Touadéra à ses milliers de partisans au stade omnisport de Bangui ce 26 septembre 2020. C'était le dernier jour du congrès du Mouvement Coeurs Unis (MCU), parti au pouvoir, et ses délégués venaient d'investir le président sortant comme candidat à la présidentielle du 27 décembre.

Le président Touadéra a profité de cette tribune pour vanter son action à la tête du pays en mettant en avant plusieurs chantiers, dont celui de la reconstruction de l'armée centrafricaine ou le désarmement de plusieurs milices grâce notamment au Programme national de désarmement, démobilisation, réinsertion et rapatriement (PNDDRR). Parmi les promesses de campagne du président-candidat figure la poursuite de la mise en œuvre de l'accord de paix de 2019, alors même que cet accord fait l'objet de critiques permanentes de la part de certains ténors de l'opposition. Peu importe, le président Touadéra marque sa ferme volonté de mener à son terme le dialogue entamé avec certains groupes rebelles en vue de promouvoir la paix. D'où cette déclaration solennelle de sa part : « Je m'engage à parachever le processus de mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation de 2019. Je tiens à souligner avec force que ceux qui entravent la mise en œuvre de ce processus de paix en paieront le prix fort. »

Bien que la bataille pour la présidentielle s'annonce rude et la compétition féroce, l'actuel président fait preuve d'optimisme sur l'issue de ces élections. « Nous avons tous les atouts pour gagner l'élection présidentielle dès le 1^{er} tour, et surtout pour obtenir une majorité confortable à l'Assemblée nationale », a indiqué M. Touadéra

lors du congrès du MCU. S'il a vu cette probabilité se renforcer avec l'invalidation par les juges de la Cour constitutionnelle de la candidature de l'ex-président François Bozizé, il doit malgré tout croiser le fer avec 16 autres présidentiables dont Anicet-Georges Dologuélé et Martin Ziguélé, deux anciens Premiers ministres, ainsi que Catherine Samba-Panza, présidente de la République de transition de 2014 à 2016.

En cas de réélection, M. Touadéra souhaite continuer sur sa lancée afin de récupérer les deux tiers du territoire encore aux mains des milices armées. Cette ambition constitue l'un de ses objectifs fondamentaux et un véritable défi à relever pour la période 2021-2026. Enfin, le candidat Touadéra a aussi manifesté la volonté de poursuivre le chantier de réparation des erreurs commises par les prédateurs de son pays.

Parmi ses atouts, le soutien à son pays de la communauté internationale, qui a contribué au financement du plan national de Relèvement et de consolidation de la paix en Centrafrique (RCPCA) pour la période 2017-2021 à hauteur de 1 300 milliards de FCFA. M. Touadéra peut aussi se féliciter d'avoir permis le retour de l'autorité de l'État et d'avoir contribué à la baisse de la violence, que confirme la force onusienne MINUSCA : la RCA est passée de 1 700 personnes tuées au second semestre 2018 à moins de 900 à la même période en 2019, soit une baisse de près de 50 %, et cette tendance devrait se renforcer. Le président Touadéra a aussi réussi à consolider la sécurité du pays grâce à une série de livraisons d'armes aux forces armées centrafricaines (FACA) par la Russie malgré l'embargo sur les armes qui frappe son pays depuis 2013. En outre, s'agissant de la Russie, le président souligne qu'elle apporte aux FACA – au même titre que l'Union européenne à travers l'UETM – une expertise dans leur restructuration « pour leur permettre d'assurer la protection de la population et de nos institutions ».

Serge-Henri Malet

Faustin-Archange Touadéra,
président de la République centrafricaine.



AP

DES AVANCÉES NOTABLES SOUS LE MANDAT TOUADÉRA

Durant son quinquennat, le président Touadéra s'est appuyé sur deux outils majeurs pour implémenter ses réformes et assurer une stabilité à son pays : le plan national de Relèvement et de consolidation de la paix en Centrafrique (RCPCA) et l'accord politique signé le 6 février 2019.

Quand les leaders de l'opposition doivent se prononcer sur le bilan du président sortant Faustin-Archange Touadéra, ils le critiquent violemment. Tout est négatif : « Il n'y a tout simplement

pas de bilan. Il est négatif sur le plan sécuritaire. Lorsqu'il est arrivé au pouvoir, les groupes armés occupaient 30 à 40 % du territoire, aujourd'hui ils ont augmenté leur surface d'occupation. ► (suite p. 6)

► *Bilan économique négatif aussi puisque, les groupes armés occupant la majorité du pays, les Centrafricains ne peuvent plus vaquer à leurs activités.*»

S'ils sont certes dans leur rôle, ils forcent peut-être un peu le trait. En effet, à l'examen de ces quatre dernières années, l'ont relève des avancées notables dans plusieurs secteurs. Bien sûr, le président Touadéra n'a pas tout réussi dans un pays longtemps secoué par des guerres fratricides, mais ses différents gouvernements, que ce soit celui de Simplicie Mathieu Sarandji du 2 avril 2016 au 23 février 2019 ou celui de Firmin Ngrebada depuis le 25 février 2019, se sont employés à faire de la sécurité durable et de la défense du territoire national la priorité des priorités. D'ailleurs, au moment de sa profession de foi prononcée lors de son investiture en 2016, le président Touadéra avait déclaré : « *La sécurité est une exigence républicaine, c'est la première des libertés. J'y répondrai avec fermeté. Je m'emploierai à appliquer très rapidement le programme du Désarmement, de la démobilisation, de la réinsertion et du rapatriement (DDRR) pour favoriser le retour à la paix et à la sécurité, ceci en concertation avec nos partenaires.* »

DDRR : bilan encourageant

À Bria, ville diamantifère de l'est du pays au cœur des conflits qui ont ravagé le pays depuis près de 20 ans, le bilan de la première phase du DDRR est plutôt encourageant : les opérations de désarmement lancées mi-septembre 2020 ont pris fin le 25 du même mois,

ont touché près de 600 ex-combattants de quatre groupes armés – le FPRC, le RPRC, le MPC et le MLCJ – et ont permis la collecte de 243 armes de guerre de tous calibres, de 6000 munitions et d'une cinquantaine d'explosifs. Ce processus intervenait après celui ayant ciblé la ville de Ndélé, dans le nord du pays, où près de 350 ex-combattants du FPRC avaient aussi été désarmés et où 250 armes de guerre avaient été collectées.

D'autres villes ont également fait l'objet de l'opération DDRR, telle que Birao, à l'extrême nord, ou Kaga-Bandoro, au centre du pays. Le président Touadéra sait que ce processus de désarmement est long et délicat, *a fortiori* parce que sur le terrain, il ne bénéficie pas forcément de l'adhésion de tous les acteurs politiques. En témoigne l'arrestation de Socrate Bozizé, fils de l'ancien président dont la candidature à la présidentielle de 2020 a été rejetée par la Cour constitutionnelle, qui a été pris le 4 décembre 2020 à Zongo, ville congolaise frontalière de la RCA, en train de recruter des mercenaires. Un fait qui illustre les dangers qui guettent l'équilibre fragile de la paix si chère à M. Touadéra. En outre, un an après l'accord de paix négocié à Khartoum et signé à Bangui le 6 février 2019, qu'en est-il ? Le pouvoir centrafricain et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA) se félicitent des premiers effets de ce texte, même s'ils dénoncent des violations à l'actif des 14 groupes armés signataires. Le niveau des violences a baissé. « *De 1 700 personnes*



Dans le cadre du plan national de Relèvement et de consolidation de la paix en Centrafrique et afin de créer les conditions propices à un développement humain durable, plusieurs actions ont été réalisées sur tout le territoire national, dont la construction à Bambari d'un centre de formation inauguré par le président de la République centrafricaine le 6 novembre 2020.

Rencontre bilatérale entre le président centrafricain Faustin-Archange Touadéra et le président russe Vladimir Poutine assistés de leurs délégations lors du sommet Russie-Afrique le 24 octobre 2019 à Sochi.



tuées pendant le second semestre de 2018, on est passé à moins de 900 pour la même période de l'année passée, une baisse de près de 50% », assure Vladimir Monteiro, porte-parole de la MINUSCA. D'autres avancées ont été remarquées sur le plan de la restauration de l'autorité de l'État. Des bases et barrières des groupes armés ont été démantelées et des immeubles publics restitués, et l'on note surtout le déploiement de 1 200 soldats des FACA (forces armées centrafricaines) à l'intérieur du pays, alors qu'ils étaient à peine 80 en 2017.

Un centre d'imagerie médicale et un centre d'hémodialyse

Cependant, la sécurité de son pays n'est pas le seul combat du président. En effet, l'accès aux soins de santé et aux médicaments de qualité pour la population centrafricaine est aussi une priorité. Une autre façon d'améliorer les conditions de vie des Centrafricains, surtout les plus démunis. Durant son premier mandat, en plus de créer des centres de santé, il a estimé essentiel d'apporter aux équipes hospitalières les équipements qui leur faisaient défaut. Ainsi, le 4 décembre 2020, l'acquisition d'un centre d'imagerie médicale doté, notamment, d'un scanner, ainsi que d'un centre d'hémodialyse destinés au Centre national hospitalier universitaire de Bangui, constitue une véritable première dans le pays. Le président en personne, accompagné de toutes les personnalités politiques et du corps diplomatique du pays, a pris part à son inauguration.

À cette occasion, le D^r Pierre Somsé, ministre de la Santé, a relevé dans son allocution l'importance de ces deux nouveaux centres en termes de fiabilité des examens médicaux: « *Le centre d'imagerie médicale va donner accès à une gamme d'examens jusqu'à ce jour inaccessibles, sauf dans le cadre d'évacuations sanitaires : scanner de la mammographie pour le diagnostic du cancer du sein, radiographie conventionnelle, soins dentaires ou encore échographie polyvalente.* » Il est évident qu'ainsi le Centre national hospitalier universitaire de Bangui fait un bond considérable en matière d'équipement. Le coût de cet investissement sanitaire, supporté grâce à un prêt de la Banque africaine de développement (BAD), est de 2 milliards de FCFA et s'inscrit dans le cadre du Programme d'appui à la reconstruction des communautés de base (PARCB) financé, lui, à hauteur de 12,5 milliards de FCFA. Visiblement ravi lors de cette cérémonie, le président Faustin-Archange Touadéra a estimé que ces deux nouveaux centres devraient avant tout permettre de sauver des vies ainsi que de régler en partie la problématique des évacuations sanitaires: « *Cela va améliorer le plateau technique et faciliter le diagnostic de nos médecins. Quand ils n'ont pas les moyens de faire leurs diagnostics, on est obligé d'évacuer ces malades et cela coûte cher à l'État. Nous dépensons beaucoup pour évacuer nos malades afin qu'ils bénéficient d'un diagnostic.* » En effet, en un an, ce ne sont pas moins de 229 personnes qui ont bénéficié d'une ► (suite p. 8)



Entre les présidents Touadéra et Macron, une relation décomplexée et franche.



Le président de la République centrafricaine Faustin-Archange Touadéra (à droite) accueille à Bangui le 15 octobre 2019 le président du Rwanda Paul Kagame (à gauche) lors d'une visite destinée à renforcer les accords commerciaux, économiques, de défense et miniers entre les deux pays. Il s'agissait de la première visite présidentielle externe du mandat de Touadéra.

Des mathématiques, de l'efficacité et du cœur à l'ouvrage

Faustin-Archange Touadéra, fils d'une famille de dix enfants originaire de Damara, localité de la région de Kemo, à 70 km au nord de la capitale centrafricaine, est né à Bangui, dans le quartier populaire de Boy-Rabe, le 21 avril 1957. Fils d'un chauffeur et d'une cultivatrice, il manifeste très tôt un attrait et des facilités pour les mathématiques. Il effectue sa scolarité secondaire au collège Barthélémy Boganda de Bangui et obtient en 1976 un baccalauréat série C. Il entre ensuite à l'université de Bangui et y décroche en 1979 une licence de mathématiques, puis part pour la Côte d'Ivoire préparer une maîtrise de mathématiques pures décernée par l'université d'Abidjan en 1981, et enfin intègre l'université des sciences et techniques de Lille I, en France, dont il sortira en 1986 titulaire d'un doctorat d'État en mathématiques pures après avoir eu son DEA en 1981.

Il entame dès 1987 une carrière d'enseignant à l'université de Bangui comme professeur-assistant de mathématiques. Vice-doyen de la faculté des sciences de l'université de 1989 à 1992, il en devient vice-chancelier en mai 2004, puis recteur de 2005 à 2008, période pendant laquelle il lance plusieurs initiatives-clés comme le programme de formation à l'entrepreneuriat et la création du Consortium Euclide, une organisation internationale dont le traité, publié par les Nations unies en 2010, comporte une charte universitaire. Hébergée par l'université de Bangui, cette organisation est à l'origine de la création d'une université intergouvernementale. Dans l'intervalle, il a rejoint en 1999 le Comité interétatique pour la normalisation des programmes de mathématiques dans les pays francophones et dans l'océan Indien (CIEHPM), et en est président de 2001 à 2003. En 2004, il décroche un autre doctorat d'État en mathématiques pures à l'université de Yaoundé I, au Cameroun.

D'importantes responsabilités politiques couronnées de succès

Sous l'ère du président Bozizé, Faustin-Archange Touadéra est nommé Premier ministre le 22 janvier 2008 et le restera jusqu'au 17 janvier 2013. Il arrive aux responsabilités dans un contexte de crise sociale marqué par des mouvements de grève dans l'administration et l'enseignement. Le pays, qui connaît de graves problèmes financiers, ne parvient pas à payer régulièrement ses 24 000 fonctionnaires. Faustin-Archange Touadéra se révèle alors être un chef de gouvernement d'une efficacité redoutable en parvenant à mettre en place la bancarisation des salaires après plusieurs années d'arriérés. En outre, il peut s'enorgueillir d'avoir conduit fin 2008 le dialogue inclusif de Bangui, à l'issue duquel plusieurs accords de paix ont été signés. Fort de ce bilan, qu'il met à profit à la fin à son exil parisien car il a quitté Bangui quelques mois après la chute de Bozizé en mars 2013, il présente sa candidature à la présidentielle de 2015-2016 et la remporte au second tour avec 62,71 % des suffrages.

Sa vision : préserver la paix en Centrafrique

Son credo, qu'il ne se lasse pas de répéter, est de préserver la paix dans son pays, qui sortait au moment de son élection de six années de grave violence. « *Je jure de respecter scrupuleusement la Constitution (...) et de préserver la paix* », déclare-t-il le 30 mars 2016 au complexe sportif Barthélémy Boganda de Bangui. Le président s'engage alors à remplir sa charge « *sans aucune considération ethnique* » et à ne jamais exercer son pouvoir « *à des fins personnelles* ».

Lors de son investiture comme candidat à la présidentielle de 2020 par le Mouvement Cœurs Unis (MCU) le 26 septembre dernier à Bangui, Faustin-Archange Touadéra dresse le bilan de son mandat et esquisse les priorités de son action future : « *Parmi les axes majeurs de la politique de développement et sociale de notre pays figure la transformation de notre économie à travers l'intensification du programme de réhabilitation, de construction et d'équipement dans les secteurs des routes, des transports, de l'énergie, de l'eau potable, de l'agriculture, de l'élevage, du commerce, des télécommunications, de la communication et des médias, dont les résultats sont d'ores et déjà visibles.* » Discret mais efficace, Faustin-Archange Touadéra peut se prévaloir de grandes réalisations au service de la préservation de la paix dans son pays : la reconstruction de l'armée centrafricaine et le désarmement de plusieurs milices en font partie.

La volonté de poursuivre ses chantiers

« *Je sais que la bataille sera rude et l'adversité féroce. Mais, nous avons tous les atouts pour gagner l'élection présidentielle dès le 1^{er} tour, et surtout pour obtenir une majorité confortable à l'Assemblée nationale* », déclare le président candidat investi par le MCU le 26 septembre dernier. Parmi ses atouts, précisons que le gouvernement qu'il préside actuellement a obtenu le soutien de la communauté internationale, qui contribue au financement du plan de Relèvement et de consolidation de la paix en Centrafrique. M. Touadéra peut aussi se féliciter d'avoir permis le retour de l'autorité de l'État et, s'il sollicite un second mandat, c'est notamment pour tenter de récupérer les deux tiers du territoire encore aux mains des milices armées. Ce chantier, un pilier fondamental du plan, reste un défi à relever pour la période 2021-2026. Enfin, être candidat, c'est aussi pour le président Touadéra manifester la volonté de poursuivre le chantier de réparation des erreurs commises par les prédateurs de son pays.

► évacuation sanitaire, ce qui a coûté à l'État plus de 3 milliards de FCFA, soit plus de 4,5 millions d'euros.

La satisfaction du FMI

En termes de performances macroéconomiques, le président Touadéra a pu durant ce premier mandat, et ce malgré un contexte marqué par une situation sécuritaire et humanitaire difficile, aligner des taux de croissance du PIB de 4,5 % en 2019 et 3,8 % en 2018 grâce à la reprise soutenue des activités agricoles et des extractions minières. Certes, si l'on peut déplorer que l'inflation soit passée à 3,5 % en 2019 (contre 1,6 % en 2018) du fait de problèmes dans l'approvisionnement en denrées alimentaires et de la situation sécuritaire dans certaines zones de production agricole, il n'en reste pas moins

que le solde budgétaire était excédentaire en 2019 de 2,4 % du PIB et de 0,4 % en 2018 en raison d'une meilleure maîtrise des dépenses publiques et d'une hausse progressive des recettes faisant suite à l'application de nouvelles mesures fiscales.

Mais si la Centrafrique, avec Faustin-Archange Touadéra aux commandes, a pu réaliser des taux de croissance du PIB robustes, c'est aussi en très grande part grâce au programme de réformes du FMI, qui a d'ailleurs jugé leur mise en œuvre suffisamment satisfaisante pour donner son accord à un second programme triennal 2020-2022 visant à renforcer et à consolider le cadre macroéconomique.

Autre prouesse des gouvernements Touadéra, le paiement des salaires des fonctionnaires et ► (suite p. 10)

► agents de l'État qui, pendant tout son mandat, a été assuré de façon ininterrompue. Cette réussite était déjà à mettre à son actif alors qu'il n'était que Premier ministre. Devenu président, il est même parvenu dès 2017 à apurer tous les arriérés de salaires, évitant ainsi une hyperinflation. Cependant, au-delà des questions de sécurité, au rang des défis qui attendent le président Touadéra sur la période 2020-2025 – et il en est bien conscient – figurent

en bonne place la lutte contre le chômage des jeunes et les inégalités sociales, la couverture des besoins en formation des jeunes, et enfin la capacité de son pays à attirer l'investissement privé encore conditionnée à une plus grande régularité de l'approvisionnement en électricité, à une plus grande stabilité économique et politique, à l'amélioration de l'accès au financement à long terme du secteur privé ainsi qu'à l'assainissement de l'environnement des affaires. **Paul de Manfred**

Les cinq chantiers du « nouveau pacte démocratique » 2020-2025

Pour la période 2020-2025, le Pr Faustin-Archange Touadéra propose aux Centrafricains un « nouveau pacte démocratique » articulé essentiellement autour de cinq chantiers.

La sécurité comme priorité

La première mesure repose sur la construction de l'unité de la RCA, sur la sécurité, la paix et la réconciliation, le président sortant s'engageant pour ce faire à poursuivre avec détermination la lutte contre la présence des groupes armés et à mettre un terme à une violence considérée comme moyen de revendication politique, ce qui nécessitera de renforcer l'exécution de l'accord politique pour la paix et la réconciliation signé le 6 février 2019 à Bangui avec 14 groupes rebelles. M. Touadéra prend également l'engagement de poursuivre la réforme du secteur de la sécurité (RSS) entamée lors son premier mandat, avec un Plan national de défense et une loi de programmation militaire 2019-2023 destinés à la création de forces de défense et de sécurité professionnelles et républicaines. Dans le même ordre d'idées, il s'engage sur la promotion d'une justice indépendante et équitable et le renforcement des mesures de protection de l'enfant et des femmes.

Une gouvernance irréprochable

La seconde mesure s'appuie sur la bonne gouvernance, dont M. Touadéra veut qu'elle fasse la fierté de son peuple et qui constitue un socle dans son projet de société, le RCPCA (plan national de Relèvement et de consolidation de la paix en Centrafrique) établi en 2017. Il compte promouvoir la moralisation de la vie publique et restaurer l'autorité de l'État aux niveaux administratif, juridique et sécuritaire, et mener une politique de décentralisation et de déconcentration aux fins de susciter le développement local ainsi que de mieux lutter contre les disparités régionales.

Cap sur une économie solide

Le troisième chantier de la vision de M. Touadéra pour son pays consistera à construire un pays économiquement et financièrement viable et crédible. À ses yeux, cet effort de développement passe par la mobilisation accélérée des financements nécessaires en faveur des projets structurants comme les infrastructures de transport visant à désenclaver le pays, à développer le transport interurbain et à poursuivre le vaste programme de construction et de réhabilitation des voiries aussi bien à Bangui que dans le reste du territoire. Pour financer cette ambition, l'actuel président sait que l'amélioration des finances publiques nécessitera un élargissement de l'assiette fiscale, la réorganisation des régies financières et la maîtrise des dépenses publiques. Aussi compte-t-il favoriser l'investissement et l'amélioration du climat des affaires, ce qu'il considère comme des priorités économiques. De plus, la réforme des secteurs productifs et des infrastructures de base l'obligera à poursuivre le développement des transports, à renforcer les capacités de production de l'électricité pour desservir la capitale et les grandes villes de l'intérieur du pays, et surtout à relever le niveau des TIC. Cela devrait, estime-t-il, soutenir l'industrialisation de l'agriculture afin d'atteindre l'autosuffisance alimentaire, et dynamiser l'exportation ainsi que le secteur du commerce, base de l'économie centrafricaine. Pour améliorer l'accès à l'eau, le président s'engage à construire au moins 2000 fontaines publiques et 500 châteaux d'eau.

L'éducation pour actionner l'ascenseur social

Le quatrième chantier sera centré sur la lutte pour l'emploi des jeunes, sur les actions contre la pauvreté et l'exclusion ainsi que sur les mesures en faveur de l'autonomisation des femmes. L'éducation et la formation sont, aux yeux de M. Touadéra, les clés du changement et les moyens d'actionner l'ascenseur social. En outre, le président s'engage à manifester un intérêt particulier à l'endroit du secteur privé, notamment des PME-PMI, par le truchement de l'entrepreneuriat et de l'appui au secteur informel. Il s'agit aussi d'améliorer l'accès à des soins de santé de qualité, et de doter les établissements hospitaliers en équipement médico-technique, à l'exemple du scanner et du centre d'hémodialyse installés le 4 décembre 2020 : une grande première dans le pays ! Sont aussi prévus la construction de logements sociaux et le développement des infrastructures sportives publiques.

Faire rayonner la diplomatie

Enfin, le cinquième chantier vise à déployer au cœur de la région CEMAC une diplomatie de développement qui soit diversifiée et qui rayonne autour de la Centrafrique. Il s'agira d'améliorer les missions diplomatiques pour faire entendre la voix de la RCA sur la scène internationale ainsi que de donner corps aux engagements internationaux. M. Touadéra s'engage à contribuer au multilatéralisme comme instrument de la paix, au renforcement de la coopération bilatérale avec les pays amis et à la mise en place d'une « diplomatie économique ».

Tous ces défis, le président Touadéra souhaite les relever pour la période 2020-2025 avec chaque Centrafricain du pays et de la diaspora.

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Consultez nos sites internet



- Ergonomiques et esthétiques
- Un fil d'information en continu pour suivre l'actualité en temps réel
- Des focus sur les informations phares
- Différentes entrées possibles, par département, par thèmes...
- Un site très illustré avec de nombreuses photos, vidéos...
- Des dossiers thématiques notamment sur la diaspora, le foot, la culture...

Un rendez-vous quotidien incontournable

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com



LA MINUSCA AU CŒUR DE L'ACTION HUMANITAIRE

Au-delà de sa mission de maintien de la paix et de protection des civils, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA) est aux côtés du gouvernement et des ONG pour soulager la peine des populations dans le cadre des opérations humanitaires.

Le docteur Pierre Somsé, ministre de la Santé et de la Population, ne tarit pas d'éloges au sujet de l'action humanitaire menée par la Mission des Nations unies en Centrafrique (MINUSCA) dans la lutte contre la propagation du Covid-19 : « La MINUSCA a fait énormément de choses. Les alertes concernant des personnels ont été gérées de façon concertée et la MINUSCA a systématiquement saisi le ministère de la Santé. À cela s'ajoute l'appui matériel et technique, notamment dans les dispositifs en place à l'aéroport Bangui-Mpoko, pour mieux diagnostiquer les voyageurs. C'est une coopération exemplaire et décisive. » Il faut dire que dès l'apparition de la pandémie, la MINUSCA, qui fait partie de l'équipe de coordination, s'est déployée à travers des appuis matériels mais aussi techniques. Elle intervient de façon active dans les dispositifs mis en place par le gouvernement à l'aéroport de Bangui où elle a fourni des équipements indispensables : piles pour le fonctionnement des thermomètres, fiches à remplir par les voyageurs débarquant, tentes pour renforcer la capacité d'accueil et la prise en charge des

contingents qui arrivent... Pour le ministre Somsé, « l'action que mène la MINUSCA contribue fortement à la protection de la santé publique dans le pays et à la santé internationale. L'action qui est menée ici a une portée mondiale autant que nationale, bien sûr, puisque les membres de la MINUSCA sont partout dans le pays. »

Les Nations unies ont quant à elles réaffirmé leur engagement à poursuivre leur soutien au gouvernement dans cette lutte, et à mettre en œuvre toutes les mesures préventives dans le pays. La représentante spéciale adjointe du secrétaire général des Nations unies Denise Brown salue pour sa part la qualité de la coopération avec la République centrafricaine : « Je veux souligner que nous avons une excellente collaboration avec le ministre de la Santé et son ministère, avec le directeur de l'OMS et son équipe, et que l'on essaie de voir où la MINUSCA peut appuyer les mesures de prévention et de traitement ainsi que les protocoles à l'aéroport. La République centrafricaine est un État membre des Nations unies, et elles y sont présentes avec



un effectif extrêmement important qui est ici pour appuyer le gouvernement. » Denise Brown, qui est aussi coordonnatrice résidente du système des Nations unies, a également mis l'accent sur l'engagement et le soutien de la MINUSCA: « *Nous avons appliqué les consignes du ministère de la Santé en déployant le personnel médical à l'aéroport Bangui-Mpoko pour contrôler les troupes et rendre compte au ministre.* ». Par ailleurs, M^{me} Brown a engagé tout le personnel des Nations unies à respecter scrupuleusement les consignes contenues dans les directives de l'OMS et du ministère de la Santé, dénonçant au passage la campagne de stigmatisation contre le personnel des Nations unies, y compris contre le staff national, et les ONG selon laquelle « *ce sont les étrangers qui véhiculent le coronavirus dans le pays.* ». Ce déploiement de la MINUSCA sur le front humanitaire n'est d'ailleurs pas nouveau. Denise Brown se rend régulièrement sur le terrain soit pour coordonner les interventions directes, soit pour apporter l'appui de la mission aux organisations humanitaires qui œuvrent au quotidien pour soulager la peine des populations meurtries par les conséquences de la crise. La représentante spéciale, adjointe du secrétaire général des Nations unies, s'est par exemple rendue le 21 mai 2020 à Ndélé, au nord de la RCA, accompagnée des représentants du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), de l'Unicef et de responsables d'ONG travaillant dans la préfecture. Une visite consécutive à l'attaque du 29 avril 2020 ayant occasionné des pertes en vies humaines et forcé les populations à chercher protection soit autour de la base de la MINUSCA, soit sur les sites aménagés par l'OIM. Denise Brown a également déploré les attaques

ciblées contre les ONG et les humanitaires, car elles rendent difficiles l'assistance aux populations déplacées qui sont dans un besoin urgent. Elle a également pris la mesure des conditions de vie précaires et dégradantes des populations déplacées avant de conclure qu'une assistance humanitaire urgente s'avérerait nécessaire en faveur de ces habitants traumatisés.

Il faut dire que cette forte implication de la MINUSCA dans les opérations humanitaires découle de son mandat. En effet, selon la résolution qui fixe ses compétences, elle doit « *resserrer la collaboration avec tous les acteurs humanitaires, y compris les organismes des Nations unies, et aider à la mise en place des conditions de sécurité favorables à l'acheminement immédiat, complet, en toute sécurité et sans entrave, sous la direction de civils, de l'aide humanitaire, conformément aux dispositions applicables du droit international et aux principes humanitaires, et au retour volontaire et durable, en toute sécurité et dans la dignité, des déplacés et des réfugiés, à leur intégration sur place ou à leur réinstallation, en étroite coopération avec les acteurs humanitaires, tout en contribuant à atténuer les conséquences de la pandémie de Covid-19, comme demandé dans la résolution 2532 (2020).* ». Autant dire que la MINUSCA dispose de compétences assez larges pour secourir les populations en détresse.

C'est d'ailleurs pour cette raison que la représentante spéciale adjointe est aussi la coordinatrice humanitaire, une fonction cohérente avec son parcours car avant son nomination en 2019 par le secrétaire général, elle était depuis 2017 en poste à Rome, au siège du Programme alimentaire mondial (PAM), où elle a d'abord été directrice de la Division de la préparation et du soutien en cas de crise puis, à partir de 2018, directrice des politiques et programmes. Entre 2013 et 2016, elle est en poste à Dakar, au Sénégal, comme directrice du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et centrale chargée de couvrir 20 pays. Elle a fait l'essentiel de sa carrière sur le terrain, avec le PAM, ayant travaillé dans de nombreuses situations de crise ou de post-crise à travers le monde. C'est donc une humanitaire dans l'âme.

Selon elle, « *les ONG humanitaires ont une présence très importante en RCA. Chaque mois, un million de personnes sont soutenues à travers le service de la santé, les distributions de vivres, l'approvisionnement en eau, l'éducation, les abris pour les populations déplacées. Vous avez besoin de garder ces personnes chez vous. Les ONG ont un rôle extrêmement important à jouer. La République centrafricaine est un État membre des Nations unies, qui vont rester dans le pays, respecter les consignes, et continuer à soutenir le gouvernement et le ministère de la Santé. On ne va pas partir.* »

Christian Kouamen

COMMENT NGREBADA S'EST FORGÉ UNE RÉPUTATION DE FIN NÉGOCIATEUR

Discret, modeste et efficace, trois adjectifs pour qualifier le Premier ministre Firmin Ngrebada, qui fut directeur de cabinet du président, dont il défend le bilan en matière de réconciliation nationale, de reconstruction de l'armée et d'éducation.

Aux yeux des Centrafricains, deux événements de taille sont à mettre au crédit de Firmin Ngrebada, réputé fin négociateur : le rapprochement politique entre son pays et la Russie et l'accord de paix négocié au Soudan. En effet, malgré la discrétion et la modestie dont il fait preuve, c'est bien à lui que l'on doit l'activation de l'axe Bangui-Moscou, même s'il assure à tous ceux qui lui en parlent que la présence des

Russes très visible aujourd'hui dans son pays est le fruit de « l'efficacité diplomatique du président Touadéra ». Pourtant, il a été l'artisan et le maillon essentiel de la réussite de tous les échanges avec le ministère russe des Affaires étrangères, jusqu'à la signature de l'accord militaire entre les deux pays.

À cette époque, Firmin Ngrebada, très impliqué comme ministre d'État et directeur de cabinet du chef de l'État, a coordonné toutes les rencontres du président Touadéra pour le dossier lié à la livraison de l'armement russe. Il fut notamment la seule personnalité politique de son pays à accompagner le président centrafricain à Sotchi en 2017 lors de son tête-à-tête avec le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov pour conclure la livraison sensible de ces armements. Car il faut rappeler que depuis 2013, la RCA est toujours sous embargo sur les armes par le Conseil de sécurité de l'ONU, et qu'il a de ce fait fallu une dérogation autorisant la Russie à livrer une certaine catégorie d'armes en Centrafrique.

Renforcer l'armée nationale

Ainsi, après une première livraison en janvier 2018, la Russie a pu fournir, 20 mois après, une deuxième cargaison d'armes légères et de munitions destinées à l'équipement des forces armées centrafricaines (FACA). En tout, il s'agissait de « 14 chargements qui ont été acheminés les semaines qui ont suivi », a rappelé Viktor Tokmakov, premier conseiller de l'ambassade de Russie en RCA. À l'arrivée, des militaires centrafricains et des soldats de la force de paix de l'ONU en Centrafrique (MINUSCA) ont été déployés dans Bangui pour protéger les convois. L'objectif du président Touadéra avec ces livraisons d'armes – pistolets, fusils d'assaut, fusils de précision et mitrailleuses, mais également

Bio

Firmin Ngrebada, né le 24 mai 1968 à Bangui, a été nommé Premier ministre de la République centrafricaine par le président Touadéra le 25 février 2019, après la démission du gouvernement et du Premier ministre Simplicien Sarandji intervenue le 22 février 2019. Il est alors chargé par le chef de l'État de former un gouvernement d'union nationale avec les différentes composantes des groupes armés. Comment ce juriste de formation s'est-il hissé à ce niveau de responsabilités ?

Titulaire en 1994 d'une maîtrise en droit public de l'université de Bangui, il parfait son édification académique par l'obtention en 1996 à Turin, en Italie, d'un diplôme spécialisé en normes internationales du travail, puis en 2001, toujours à Turin, d'un diplôme spécialisé en droit du travail, et enfin en 2002 d'un certificat de spécialité sur la protection des droits de l'homme au travail délivré par l'École nationale d'administration (ENA) de Paris, en France. S'y ajoutera la participation à un nombre important de cours et séminaires relatifs à maints aspects du droit du travail.

C'est donc un spécialiste de la question qui, ayant débuté sa carrière professionnelle dès 1994 comme chef de service des relations extérieures à la Direction générale du travail, la continuera comme directeur des études et des relations extérieures, puis comme directeur général intérimaire du travail. Son orientation vers la vie politique se précise lorsqu'il devient, en juillet 2002, chef de cabinet du ministre de la Justice, puis enchaîne en 2004 avec les fonctions de chargé de mission en matière de travail et d'emploi à la Primature, pour finalement assumer la responsabilité de directeur de cabinet adjoint à la Primature de 2008 à 2013, année où il doit s'exiler lors de la prise du pouvoir par la Séléka, revenant en Centrafrique en 2014.

Membre du cercle de Faustin-Archange Touadéra lors de la campagne présidentielle de 2016, il sera son directeur de cabinet à compter du 1^{er} avril 2016 et chef de la délégation qui conduira les négociations avec les groupes armés rebelles devant aboutir au 13^e accord de paix en Centrafrique paraphé le 5 février 2019 à Khartoum, au Soudan, et signé le 6 février 2019 à Bangui.



Firmin Ngrebada (à gauche), le Premier ministre de la République centrafricaine, et Faustin-Archange Touadéra (à droite), le président de la République centrafricaine, lors du premier anniversaire de l'accord de paix de la République centrafricaine au palais de la Renaissance à Bangui le 6 février 2020.

lance-roquettes RPG, armes anti-aériennes et munitions – était avant tout de renforcer l'armée nationale. L'ensemble de ce matériel militaire était destiné à équiper huit bataillons des FACA, soit environ 2 700 hommes formés par des instructeurs russes au camp militaire de Bérengo, dans le sud-ouest du pays.

Sécuriser le processus électoral

Le 15 octobre dernier à Bangui, l'armée centrafricaine a de nouveau reçu une dizaine de blindés livrés par la Russie. À deux mois de l'élection présidentielle, le cortège de ces blindés russes défilant dans les rues de Bangui dans un concert de klaxons, entourés par une foule de curieux, visait à donner aux populations des gages sur la solidité de l'engagement de son gouvernement à assurer la sécurité des citoyens durant le processus électoral. Ces blindés – des BRDM-2 – sont des véhicules de reconnaissance légers venus renforcer les équipements militaires des FACA, dépourvus d'équipement lourd. Interrogé sur ces livraisons d'armes, Firmin Ngrebada rappelle à toutes fins utiles : « *En mars 2017, lorsque le président Touadéra a prêté serment, nous nous sommes rendu compte que l'ensemble du territoire n'était pas pacifié, alors qu'il n'existait même pas d'armée. Nous avons fait de cela l'une de nos priorités.* » Il a donc été procédé à de nouveaux recrutements dans l'armée : 1 023 militaires en 2018, puis 2 600 en 2020. « *Cette armée reconstruite est actuellement déployée*

conjointement avec la MINUSCA dans plusieurs villes du pays », précise le Premier ministre.

Un accord de paix avec quatorze groupes armés

Autre dossier où Firmin Ngrebada s'est illustré, celui de la négociation à Khartoum, au Soudan, d'un accord de paix entre les autorités et quatorze groupes armés. C'est en effet lui qui, alors qu'il était directeur de cabinet du président, a conduit la délégation gouvernementale ayant obtenu cet accord de paix prévoyant notamment la nomination d'un gouvernement inclusif et la sécurisation du territoire, occupé à 80 % par des groupes armés. Des négociations qui ont contribué à forger son image de négociateur habile, rigoureux et respectueux de ses interlocuteurs.

Mais au-delà des grands dossiers diplomatiques, Firmin Ngrebada défend aussi le bilan du président Touadéra, notamment en matière d'éducation. Les progrès résident dans le fait que son gouvernement a réhabilité plus de 400 salles de classe et en a construit plus de 260, qu'il a procédé au recrutement et à la formation des enseignants tant au niveau du préscolaire que du primaire et du secondaire, et enfin qu'il a fourni du matériel didactique et fait augmenter la part du budget de l'éducation. « *Pendant la transition, le budget était de l'ordre de 4 %. En 2018, il est passé à 12,83 % et, en 2019, ce chiffre a grimpé à 15,61 %* », affirme le Premier ministre.

Paul de Manfred

DES RÉSULTATS PROBANTS DANS LE SECTEUR DE LA SÉCURITÉ

Afin de donner des chances de développement à son pays, le chef de l'État Faustin-Archange Touadéra a fait de la restauration de la sécurité un objectif prioritaire, engageant pour l'atteindre une profonde réforme.

« La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) réitère son soutien à la stratégie nationale de Réforme du secteur de la sécurité (RSS) et salue les progrès dans sa mise en œuvre par le gouvernement centrafricain ». C'est en ces termes élogieux que les Nations unies encourageaient les autorités centrafricaines le 1^{er} septembre 2020 à Bangui par la voix du représentant spécial du secrétaire général en RCA et chef de la MINUSCA Mankeur Ndiaye. Une feuille de route entrée dans sa cinquième année de mise en œuvre et validée consécutivement le 10 mars 2017 et le 20 décembre 2019 par le comité stratégique DDRR/RSS/RN (Désarmement, démobilisation, réintégration, rapatriement/Réforme du secteur de la sécurité/Réconciliation nationale) sous la houlette du président de la République, le professeur Faustin-Archange Touadéra. Cette stratégie de Réforme du secteur de la sécurité, qui s'inscrit dans une approche globale et ne se limite pas aux secteurs traditionnels de la sécurité (forces de défense et de sécurité), s'inspire de la vision du chef de l'État : « bâtir une nation forte, unie et prospère, privilégiant le dialogue, la justice et l'esprit de réconciliation nationale et répondant aux aspirations profondes de paix, sécurité et bonne gouvernance exprimées par les populations ».

En effet, Faustin-Archange Touadéra veut redonner espoir au peuple longtemps meurtri par de dramatiques et meurtrières querelles fratricides, et humilié par une série d'infamantes crises. Selon le colonel Ismaël Achille Koagou Koungoundo, l'une des chevilles ouvrières de l'élaboration de la stratégie RSS et ministre délégué auprès du ministre chargé du Désarmement, de la Démobilisation, de la Réintégration et du Rapatriement, la stratégie nationale RSS, après identification exhaustive des causes profondes (structurelles, de gouvernance politique...) des crises récurrentes qui minent le pays, ouvre une nouvelle ère marquée par la recherche d'une identité plus respectable sur l'échiquier mondial. Cette stratégie concourt à l'édification d'une nation où devra plus que jamais régner un climat de paix et de sécurité, un pays résolument tourné vers le

développement durable et capable de relever les défis les plus redoutables.

Ainsi, comme l'explique la mission des Nations unies en RCA, « la RSS n'est nullement l'affaire des seules forces de défense et de sécurité, même si elles en sont les piliers. La transformation du système de sécurité inclut tous les acteurs, en précisant leurs rôles, responsabilités et actions, conformément aux normes démocratiques et principes de bonne gouvernance. Ces actions concourent à assurer la sécurité du citoyen et de ses biens, dans l'ensemble du territoire national, contre toute forme de menace, afin de créer un environnement favorable au développement socio-économique durable. »

Un climat de paix et de sécurité

Cette stratégie RSS se décline en pôles sectoriels : la défense nationale (forces armées centrafricaines), la sécurité intérieure (gendarmerie et police), les eaux et forêts, les finances (douane), le secrétariat général du gouvernement (contrôle démocratique), la justice (démilitarisation des prisons), le renseignement et la communication. Elle définit surtout les grands axes stratégiques devant orienter les actions des acteurs impliqués afin d'aller vers le résultat attendu, à savoir la recherche d'une paix durable et la restauration de l'autorité de l'État sur tout le territoire national.

Cinq ans après le début de la mise œuvre de cette stratégie, qui elle-même découle de la Politique nationale de sécurité (PNS) adoptée en 2016, les avancées sont unanimement reconnues et saluées, notamment en ce qui concerne la restauration de l'autorité de l'État et la sécurité des personnes et des biens. Cette restauration, l'une des quatre orientations stratégiques du PNS, s'opère par la réorganisation et la restructuration des FSI (forces de sécurité intérieure) pour en faire des forces professionnelles, multi-ethniques, républicaines et non partisans, par la réforme judiciaire et pénitentiaire, par la réhabilitation et la (re)construction des infrastructures, par le renforcement des capacités matérielles et humaines, par la consolidation du contrôle démocratique des forces de défense et de sécurité inté-

rieure (FDSI), y compris la réforme des institutions de gouvernance, et enfin par la réforme des services de renseignement.

Les avancées s'illustrent notamment dans la mise en place des cadres légaux des institutions des forces de défense et de sécurité, ainsi que dans le renouvellement des ressources humaines et dans leur formation. On observe aussi une nette augmentation des infrastructures, des équipements et des dotations budgétaires pour le fonctionnement et l'amélioration des conditions de vie du personnel des FDSI.

Assainissement des effectifs

Ainsi, pour ce qui est des cadres légaux, on observera que le secteur de la défense a connu une profonde mutation avec la mise en place de textes structurels et doctrinaires comme le Plan national de défense (PND) approuvé le 11 septembre 2017 par le président de la République et ayant servi de base à la réorgani-

sation des forces armées centrafricaines (FACA) et à la définition des missions d'une armée républicaine professionnelle, représentative et capable de garantir la sécurité de la population et de protéger le territoire national. Ce texte crée un modèle d'armée avec un effectif de 9 800 militaires et 71 civils à l'horizon 2023, et arrête l'organisation territoriale d'une armée de garnison en 3 zones de défense – nord-ouest, nord-centre, et sud-est – auxquelles s'ajoute une zone de défense autonome à Bangui.

La loi de programmation militaire (LOPM) quinquennale 2019-2023, adoptée et promulguée le 28 décembre 2018, permet quant à elle la dotation des FACA en moyens humains et logistiques adéquats pour leur opérationnalisation et leur efficacité. Autre évolution notable, l'adoption le 3 février 2018 du concept d'emploi des forces, une déclinaison opérationnelle du PND grâce auquel l'engagement des FACA se fait dorénavant sous un contrôle politique et démocratique. ►(suite p. 18)



Un des bataillons de forces armées centrafricaines (FACA).

► Ajoutons l'entrée en vigueur du document d'orientation sur le redéploiement des FACA approuvé le 30 octobre 2017 par le ministre de la Défense nationale et de la Reconstruction de l'armée. La loi n° 17.012 du 24 mars 2017 portant Code de justice militaire a déjà été largement vulgarisée auprès des forces de défense et de sécurité ainsi que des populations, et les juridictions militaires prévues par cette loi sont effectives. Quant aux textes portant organisation et fonctionnement du ministère et de l'état-major également élaborés et validés, ils sont actuellement en vigueur.

Notons aussi l'assainissement des effectifs à travers la mise en place d'un processus informatisé de gestion des ressources humaines liant le contrôle des effectifs (inspection physique de contrôle des effectifs des FACA sur le fichier de la solde et contrôle simplifié) et la fiabilisation du fichier solde en collaboration avec le ministère des Finances qui a abouti de manière visible à la mise à la retraite de 786 militaires. Enfin, le gouvernement centrafricain a pris sur lui le paiement des arriérés des retraités de 2018 partis en exil en 2001. Précisons que les départs à la retraite ont été suivis par le recrutement de 1 023 jeunes citoyens en 2019 et de 2 600 en 2020 dans le respect du principe de représentativité régionale.

Répartition claire des responsabilités

En ce qui concerne précisément le renforcement de capacités des bataillons d'infanterie territoriale, ils ont tous été préparés opérationnellement avec le soutien de la mission européenne militaire de formation EUTM-RCA et de la Coopération militaire russe. Les bataillons amphibies et sapeurs-pompiers sont formés et équipés par la Coopération militaire française et, dans le cadre bilatéral, plusieurs éléments des FACA ont bénéficié de formations dans divers domaines tant en Afrique qu'en Europe et en Asie. Dans ce cadre, la MINUSCA fournit des conseils stratégiques et techniques aux autorités centrafricaines pour mettre en œuvre la stratégie RSS, en étroite coordination avec la mission de formation



L'une des quatre orientations stratégiques de la politique nationale de sécurité s'opère par la réorganisation et la restructuration des forces de sécurité intérieure pour en faire des forces professionnelles, multi-ethniques, républicaines et non partisans.

EUTM-RCA, l'objectif étant de veiller à la cohérence du processus de réforme, notamment par une répartition claire des responsabilités entre les FACA et les FSI, tout en appuyant les acteurs centrafricains dans l'exercice de leur contrôle démocratique sur le secteur de la sécurité. « La MINUSCA joue un rôle de premier plan dans l'appui fourni aux autorités centrafricaines pour la mise en œuvre du plan national de développement et de renforcement des capacités des forces de sécurité intérieure, en particulier en ce qui concerne les structures de commandement et de contrôle et les mécanismes de supervision, et elle coordonne l'assistance internationale à cet égard », révèle un haut responsable de la MINUSCA.

Concernant l'appui logistique et la dotation en équipements aux unités à déployer, le pays a bénéficié, grâce à une bonne coordination des échanges avec le Comité des sanctions, d'un appui substantiel de la part de la communauté internationale afin d'acquérir des équipements non létaux et létaux ainsi que des équipements de communication et de transmission individuels, organiques, de travaux publics et de manutention. Mais au regard de la situation dans le pays, il faudrait aller plus loin. Selon la ministre de la Défense nationale et de la Reconstruction de l'armée Marie-Noëlle Koyara, « depuis 2016, le gouvernement fournit de grands efforts pour la reconstruction de l'armée et son redéploiement. Des partenaires nous soutiennent, notamment par la formation des troupes. Mais pour que nos militaires puissent accomplir leur mission, il faut que le problème de l'embargo sur les armes soit définitivement réglé. Nous nous investissons à fond pour respecter les conditions posées par le Comité de sanctions et pour démontrer la bonne volonté de notre pays, qui a toujours respecté les normes de l'embargo. »

Réhabilitation des camps militaires

En ce qui concerne le chantier de la réhabilitation des infrastructures, il s'est concrétisé dans la réhabilitation des camps militaires de Bouar, Kassai et BSS, du Centre de formation professionnelle et de reconversion de Kassai (CFPR), de centres d'instruction et d'entraînement ainsi que d'armureries où les armes peuvent être stockées dans les meilleures conditions. Une base logistique, la toute première dans l'histoire des FACA, est en phase de finition au PK22, route de Damara. Sur le terrain, l'emploi des FACA est effectif puisque près de 3 000 éléments appuyés par la MINUSCA sont déployés dans les 16 préfectures du pays pour des missions immédiates de sécurisation des populations. Ces déploiements sont conjoints avec les FSI que représentent la gendarmerie et la police. Selon le gouvernement, les prochaines élections présidentielle et législatives du 27 décembre 2020 seront sécurisées



La Réforme du secteur de la sécurité, qui s'inscrit dans une approche globale, se décline en pôles sectoriels : la défense nationale, la sécurité intérieure, les eaux et forêts, les finances, le secrétariat général du gouvernement, la justice, le renseignement et la communication.

sur l'ensemble du territoire par le renforcement des déploiements des éléments des FSI.

Le cadre légal et réglementaire du secteur de la sécurité intérieure a vu le 4 novembre 2016 l'adoption par le Comité stratégique DDRR/RSS/RN du plan de renforcement des capacités et de développement des FSI (2017-2021), l'approbation le 11 avril 2018 du Plan national de redimensionnement et de repositionnement des FSI sur la période 2018-2023 ainsi que le développement de la loi de programmation des FSI 2019-2023 dont l'objectif principal est d'assurer à l'horizon 2023 un maillage territorial et une police de proximité afin d'avoir un ratio de 1 FSI pour 500 habitants, contre le ratio actuel de 1 FSI pour plus de 1 750 habitants. Citons également dans ce registre la signature, le 18 juin 2018, du décret n° 18.154 portant création et fonctionnement du ministère de l'Intérieur chargé de la sécurité publique, le renforcement des capacités opérationnelles et le redéploiement des FSI dans les 16 préfectures du pays, l'assainissement des effectifs de la police et de la gendarmerie avec le départ à la retraite de plus de 500 personnels, et enfin les recrutements, formation et incorporation de 250 policiers et 250 gendarmes, dont 116 femmes, en 2019, et de plus de 500 policiers et 500 gendarmes en 2020. Au niveau opérationnel, plus de 300 FSI sont déployées conjointement aux FACA pour des missions immédiates de sécurisation et de protection des populations dans les 16 préfectures de la RCA.

En matière de renforcement de capacités, près de 4 000 FSI ont suivi entre 2016 et 2020 des modules de formation dans les domaines du commandement, du contrôle des voies publiques et des techniques d'intervention, de la protection rapprochée de hautes personnalités, de la violence basée sur le genre (VBG), de la gestion des crises, de l'investigation criminelle, de la collecte et de l'exploitation du renseignement criminel, de la délinquance économique et financière, de la lutte contre la drogue, etc. Quant au processus d'assainissement des ressources humaines des FSI initié en 2016 dès la prise de fonction du chef de l'État, il a consisté en l'enregistrement de 3 232 FSI suite à la reconstitution et à la vérification de leurs dossiers, en la mise à la retraite de 288 officiers et sous-officiers de la police ainsi que de 114 officiers et sous-officiers de la gendarmerie en 2018, en l'incorporation de 250 policiers et 250 gendarmes la même année, à quoi s'ajoute le recrutement de plus de 1 000 personnels sur l'ensemble du territoire national en 2020.

Enfin, le gouvernement a réalisé entre 2017 et 2020 les réhabilitations et l'équipement des unités de FSI conformément au Plan de renforcement des capacités et de développement des FSI, avec l'appui financier conjoint des partenaires et du gouvernement. Une quarantaine d'unités des FSI ont déjà été réhabilitées par les différents partenaires et sur fonds propres de l'État durant cette période.

Christian Kouamen

LE PROGRAMME DE DÉSARMEMENT MONTE EN PUISSANCE

Restaurer la paix et redéployer une armée républicaine sur l'ensemble du territoire, voilà ce à quoi s'était engagé le chef de l'État, et il a travaillé sans relâche à la mise en œuvre du Programme national de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement (PNDDRR).

Le 11 novembre 2020, le président Faustin-Archange Touadéra présidait à Nzila, village situé à 15 km de Bangui, la cérémonie d'envoi en formation de 292 jeunes éligibles à l'intégration dans les forces armées centrafricaines (FACA), la gendarmerie nationale et la police centrafricaines. Un événement historique qui a drainé du beau monde, qu'il s'agisse de membres du gouvernement, de leaders politiques, de diplomates ou de hauts responsables d'organisations internationales. Fait notable, les élus du jour sont des éléments des groupes armés qui ont un temps essaimé à travers le territoire centrafricain. « Vous ne dépendez plus de vos mouvements respectifs, mais vous dépendez de l'état-major de l'armée nationale. Désormais, vous êtes appelés à servir la nation en digne fils de la République. Saisissez cette opportunité pour

rentrer définitivement dans la République », a enjoint le président Touadéra aux recrues dans une ambiance chargée d'émotion.

Pour le chef de l'État, il s'agit d'un pas de plus, un pas décisif dans la mise en œuvre du Programme national de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement (PNDDRR). Mais surtout, il a concrétisé là l'un des engagements fermes qu'il avait pris le 30 mars 2016 lors de son investiture : « Je m'emploierai à appliquer très rapidement le Programme du désarmement, de la démobilisation, de la réinsertion et du rapatriement pour favoriser le retour à la paix et à la sécurité, ceci en concertation avec nos partenaires. Je procéderai à la refondation de notre armée pour qu'elle devienne véritablement républicaine, pluri-ethnique, apolitique et professionnelle. »



Au camp Kassai à Bangui le 5 février 2018, le président de la République centrafricaine Faustin-Archange Touadéra accompagné d'autorités assiste à la cérémonie officielle d'intégration d'anciens rebelles à l'armée nationale après quatre mois de formation dans le cadre du PNDDRR.

Ce Programme national de DDRR est considéré par le gouvernement et les partenaires internationaux comme l'une des conditions *sine qua non* du succès de la Réforme du secteur de la sécurité (RSS). Il s'agit non seulement de concevoir et de mettre en pratique de manière harmonieuse et efficace un programme inclusif et progressif pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration des membres des groupes armés ainsi que pour le rapatriement des combattants étrangers,

Le colonel Ismaël Achille Koagou Koungoundo, ministre délégué auprès du ministre chargé du Désarmement, de la Démobilisation, de la Réintégration et du Rapatriement.



mais aussi de formuler et rendre concrets des programmes de réduction de la violence communautaire à l'intention des membres des groupes armés, y compris ceux qui ne sont pas admis à participer au PNDDRR. Comme l'explique le colonel Ismaël Achille Koagou Koungoundo, ministre délégué auprès du ministre chargé du DDRR, le principal objectif poursuivi est de « *diminuer le nombre d'armes en circulation, de désarmer ceux qui les portent, et par conséquent de diminuer les menaces que constituent les groupes armés* ». Il en parle avec d'autant plus d'assurance qu'il fait partie des hauts responsables centrafricains à avoir pris une part active à la conception et au déploiement des principales articulations de ce programme.

La bonne planification du DDR

La mise en œuvre du PNDDRR a été marquée par des opérations pilotes qui ont permis au gouvernement de procéder en 2018 au désarmement de 14 groupes armés, une bonne partie des ex-combattants ayant été réinsérés dans la vie socio-économique et plus de 200 intégrés dans les FACA. Une première expérience ► (suite p. 22)

Bio

Le colonel Ismaël Achille Koagou Koungoundo, ministre délégué auprès du ministre chargé du Désarmement, de la Démobilisation, de la Réintégration et du Rapatriement depuis avril 2020, intervenant de tout premier plan dans le processus de rétablissement de la sécurité en République centrafricaine, est un officier né le 12 mai 1969 à Bangui, marié et père de 6 enfants, formé à Saint-Cyr, en France, et incorporé le 7 décembre 1991.

Quel parcours! Depuis son baccalauréat série D obtenu au lycée Barthélémy Boganda de Bangui en 1989 jusqu'à sa maîtrise en droit, option relations internationales, décrochée presque vingt ans plus tard, en 2008, à l'université de Bangui, avec un mémoire intitulé « La protection des populations civiles lors des crises militaro-politiques en Centrafrique, octobre 2002-mars 2003 », cet homme n'a cessé d'agir, de voyager et de se perfectionner.

D'abord en matière militaire, puisqu'il ne tarde pas à acquérir après son incorporation quantité de brevets et de diplômes : brevet militaire de commando à Mont-Louis, en France, dès 1994, brevet de parachutiste à Pau, en France, en 1995, brevet d'entraînement amphibie à Angers, en France, en 1997, et brevet de commando en montagne à Barcelonnette, en France, en 1996, enchaînant immédiatement avec un diplôme de chef de section d'infanterie de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr en 1996, un diplôme de chef de section du génie de l'École supérieure d'application du génie à Angers, en France, en 1997, un diplôme de langue de l'École internationale de langue anglaise de Texas et un diplôme du cours de perfectionnement des officiers subalternes du Missouri, aux USA, en 2002, un diplôme des travaux d'état-major de l'École d'état-major de Libreville, au Gabon, en 2006, et enfin d'un diplôme de l'École de guerre National Defense College d'Abuja, au Nigeria, en 2015. Ne pouvant présenter la liste exhaustive des ateliers de forma-

tion et autres séminaires suivis assidument de 2002 à 2019, disons qu'ils vont d'un séminaire « restructuration des sécurités » de la MINURCA suivi en 2002 en RCA jusqu'à un récent (décembre 2019) atelier de formation sur la Réforme du secteur de la sécurité à Addis-Abeba, en Éthiopie, en passant par un séminaire sur la « problématique de la neutralité de l'armée dans le contexte démocratique en Centrafrique » proposé en 2013 par le Bureau des Nations unies en Centrafrique (BONUCA)...

Du point de vue professionnel, sa carrière se déroule en deux temps. Tout d'abord, jusqu'en 2010, le riche parcours militaire proprement dit, où il assume successivement des fonctions de chef de section au Régiment des travaux du génie, commandant à la Compagnie fluviale, commandant à la Compagnie d'instruction du Centre d'instruction militaire de Bouar, facilitateur dans la mise en place du projet de protection de la zone cynégétique du Haut-Mbomou, rédacteur par intérim au Bureau d'études et de coordination à l'état-major, commandant à l'internat militaire de l'École nationale d'administration et de la magistrature, officier adjoint au Bataillon du génie militaire, et enfin officier adjoint au directeur de l'École spéciale de formation des officiers d'active.

De quoi acquérir cette expertise qu'il a complétée par ses études supérieures en droit et mise au service de la seconde partie de sa carrière jusqu'à la prise de ses actuelles responsabilités : spécialiste des questions politiques et militaires à l'ambassade des États-Unis à Bangui, chef de cabinet du ministre de la Défense nationale, de la Restructuration de l'armée, des Anciens Combattants et Victimes de guerre, chef de corps du Bataillon du génie, directeur des Écoles d'officiers et sous-officiers du Centre de formation de Kassai, sous-chef d'état-major chargé de la planification, et enfin conseiller à la Présidence de la République en charge de la Réforme du secteur de la sécurité.



Les bataillons amphibies et sapeurs-pompiers sont formés et équipés par la Coopération militaire française et, dans le cadre bilatéral, plusieurs éléments des FACA ont bénéficié de formations dans divers domaines tant en Afrique qu'en Europe et en Asie.

► inédite depuis la crise de 2013. Comme en témoigne un responsable du ministère de la Défense en charge des dossiers de désarmement, ces ex-combattants intégrés dans les FACA n'ont ni été inquiétés par leurs frères d'armes, ni été des casse-têtes pour le commandement. Une expérience réussie, donc.

Cette réussite est surtout liée à la bonne planification du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration (DDR) par le gouvernement qui travaille en synergie avec les pays amis et les institutions internationales, principalement la MINUSCA. Suivant la volonté du président de la République de créer un climat de confiance entre le gouvernement et les groupes armés, le projet pilote a été lancé à Bangui le 30 août 2017 pour 440 éléments issus de 12 groupes armés. La phase de désarmement/démobilisation s'est déroulée à Bangui et dans les villes de Bouar, Paoua, Bambari, Kaga-Bandoro, Birao et Kouï. Au terme de cette phase, 309 armes, 499 explosifs de guerre et 7257 munitions ont été collectés. Les actions de la section DDR de la MINUSCA ont également permis d'appliquer depuis 2016 le programme de réduction de la violence communautaire (RVC) qui inclut une composante de désarmement avec la collecte des armes. Ce programme, mis en œuvre par la MINUSCA avec le bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), est toujours en cours dans plusieurs localités du pays, notamment à Bangui, Bouar, Bangassou, Bria, Bossangoa et Kaga-Bandoro. Le programme RVC est également déployé à Bambari et Paoua par l'Organisation internationale pour

les migrations (OIM) appuyée par la MINUSCA.

En novembre 2019, après le lancement du grand DDRR par le chef de l'État à Paoua, et forte de l'Accord politique de paix et de réconciliation (APPR) signé le 6 février 2019, l'unité d'exécution du programme national de DDRR a conduit dans le nord-ouest du pays des opérations de désarmement et de démobilisation auprès des groupes armés signataires de l'accord : Antibalaka/Mokom, Antibalaka/Ngaïssona, UFR-F, RJ/Sayo, RJ/Belanga, 3R, FDPC.

Mais la pandémie de Covid-19 qui a secoué le monde n'a pas épargné la République centrafricaine, obligée de mettre en veilleuse de nombreux programmes et projets, y compris le Programme national DDRR, réactivé seulement à partir d'août 2020 sur instructions fermes du chef de l'État. À ce titre, révèle le colonel Ismaël Achille Koagou Koungoundo, des missions de sensibilisation tous azimuts ont été menées par les hauts responsables du ministère de DDRR envers les principaux leaders des groupes armés de la zone Nord-Est.

Des dividendes de paix pour les combattants démobilisés

Ainsi donc, les leaders des groupes armés du FPRC basé à Ndélé dans le Bamingui-Bangoran, de la Séléka rénovée et du MPC à Kaga-Bandoro dans la Nana-Gribizi, des FPRC, RPRC, MLCJ, MPC à Bria dans la Haute-Kotto et enfin des RPRC, MLCJ et FPRC à Birao dans la Vakaga ont, conformément à



Depuis l'adoption de la loi de programmation militaire 2019-2023, les forces armées centrafricaines se sont dotées de moyens logistiques adéquats pour leur opérationnalisation et leur efficacité.

l'accord de paix, demandé que leurs éléments soient démobilisés et désarmés. « *Les opérations conduites successivement dans ces différentes localités ont donné des résultats satisfaisants en ce sens que plus de 2 500 ex-combattants ont été démobilisés sur l'ensemble du territoire national* », indique l'officier supérieur.

À la suite de ces opérations, des dividendes de paix sont



Parmi les ex-combattants démobilisés, environ 500 éléments ont opté pour les Unités spéciales mixtes de sécurité (USMS).

accordés aux ex-combattants démobilisés. Parmi eux, environ 500 éléments ont opté pour les Unités spéciales mixtes de sécurité (USMS), une mesure de confiance entre le gouvernement et les groupes armés contenue dans l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR) et regroupant les éléments des FDS et des ex-combattants appelés à remplir des missions particulières : sécurisation de couloirs de transhumance, maintien de l'ordre... D'autres, au nombre de 886, ont bénéficié de la réintégration socio-économique. Le gouvernement, souhaitant mettre en œuvre l'APPR de façon intégrale, a procédé au mois de novembre 2020 à l'intégration de 292 ex-combattants dans les rangs des FACA, de la gendarmerie nationale et de la police centrafricaine.

D'aucuns s'interrogeraient sur les acquis réels de ces opérations. Ils se mesurent amplement par le retour progressif de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire national, se traduisant par le redéploiement des forces de défense et de sécurité accompagné de celui des autorités administratives dans presque toutes les villes de province. Enfin, la mise en œuvre de l'APPR par les différents acteurs impliqués a porté des fruits indéniables : la baisse sensible des affrontements armés partout sur le territoire national.

Dialogue inclusif, réconciliation nationale et esprit de tolérance

La Réforme du secteur de la sécurité (RSS) et le DDRR étant des processus politiques qui s'étalent dans le temps en fonction de la dimension de la crise centrafricaine, leur mise en œuvre de façon harmonieuse, couplée avec d'autres programmes comme la politique de la

réconciliation nationale et la stratégie de collecte des armes légères et de petit calibre entre les mains des populations civiles finira par ramener définitivement la paix en Centrafrique et à permettre son décollage socio-économique.

Contrairement à une certaine approche plus musclée, l'approche douce de la résolution de la crise centrafricaine telle que prônée par le président de la République à travers le dialogue inclusif, la réconciliation nationale et l'esprit de tolérance s'inscrit dans la continuité de stratégies adoptées par beaucoup de pays dans le monde, et particulièrement en Afrique, qui ont fait taire les armes et ouvert de nouveaux horizons plus rassurants pour les peuples longtemps meurtris par la souffrance. Une approche conforme aux propos du grand stratège chinois du VI^e siècle Sun Tsu, qui déclarait que l'art de la guerre, c'est de soumettre l'ennemi sans combat. La meilleure des batailles est donc celle qui se remporte sans un seul coup de feu, par le dialogue, la dissuasion et la persuasion.

Comme mesure de confiance déployée en phase pilote avant le lancement du programme DDRR proprement dit le 30 août 2017 à Bangui par Faustin-Archange Touadéra, un pré-DDR a consisté en une prise en charge

La meilleure des batailles est celle qui se remporte sans un seul coup de feu, par le dialogue, la dissuasion et la persuasion.

des combattants sous forme d'appui direct en vivres et de participation rémunérée dans des projets d'intérêt communautaire. « *Pour mieux aborder les activités du Programme national DDRR, la stratégie que j'ai instruite est de démarrer par un projet pilote pour voir les forces et corriger les faiblesses avant de mettre en œuvre le grand projet* », a expliqué le président de la République avant de préciser : « *Le DDRR n'est pas seulement l'affaire du chef de l'État, c'est l'affaire de tout le monde.* » Présent à la cérémonie, le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en République centrafricaine Parfait Onanga-Anyanga a quant à lui indiqué : « *C'est un signe de bonne volonté que 13 sur les 14 groupes armés aient décidé de participer au projet pilote.* » Selon lui en effet, l'intégration au sein des Forces armées centrafricaines doit véritablement représenter un nouveau départ pour les candidats appelés à servir sous le drapeau national. « *Qu'ils comprennent qu'en franchissant ce pas, ils embrassent une toute nouvelle vie faite de loyauté et d'allégeance au drapeau national* », a-t-il tenu à souligner.

Christian Kouamen

BANGUI SE MET À L'HEURE DE MOSCOU

Sylvie Baïpo-Temon, ministre des Affaires étrangères venue du monde de la finance, incarne le nouveau souffle de la diplomatie centrafricaine voulu par le président Touadéra qui, tout en gardant de bons rapports avec Paris, a opéré un rapprochement stratégique avec Moscou.

À ceux qui s'indignent de ce que son pays préfère collaborer avec Moscou plutôt qu'avec Paris, Sylvie Baïpo-Temon, en sa qualité de cheffe de la diplomatie centrafricaine, se garde bien de prononcer le mot de souveraineté, mais sa façon de mettre les points sur les « i » laisse peu de doute sur ses convictions à propos de la liberté qu'a la RCA de conduire ses affaires à sa guise : « *Il y a un débat qui n'a pas lieu d'être. La République centrafricaine a tout simplement décidé d'avoir une diplomatie beaucoup plus offensive et beaucoup plus ouverte. La RCA a des amis, des partenaires, donc elle s'ouvre vers ces*

partenaires et consolide ses liens avec eux, notamment avec la Fédération de Russie. Et dans ce sens-là, un pays ami qui répond positivement à une demande de coopération, on ne peut qu'accepter cette réponse et faire en sorte de consolider nos relations avec ce pays. »

Un accord de défense signé en 2018

Qu'en est-il alors de la présence russe en République centrafricaine ? Certes, un certain nombre de sociétés russes de droit centrafricain ont été créées dans le secteur minier et se sont vu attribuer des permis d'exploitation, mais s'il y a un secteur où l'expertise russe est mondialement reconnue, c'est celui de la défense, en raison notamment des puissantes capacités que recèle ce pays en termes d'industrie de l'armement. Ainsi, dans le but de défendre le vaste territoire centrafricain qui a tant souffert des exactions des groupes armés et des mercenaires, un accord de coopération militaire bilatéral entre la Russie et la Centrafrique a bien été signé en août 2018.

Cet accord prévoit des assistances militaires entre les deux États en cas d'agressions militaires étrangères contre l'un d'eux. Désormais, se félicite-t-on du côté du ministère des Affaires étrangères centrafricain, l'armée russe sera aux côtés de l'armée nationale en cas de recours à la violence légitime pour défendre le peuple et les institutions du pays. Par ailleurs, lors d'une rencontre par visioconférence avec le Conseil de sécurité de l'ONU le 22 juin 2020 à Bangui, Sylvie Baïpo-Temon a plaidé, avec les autres États, en faveur du renforcement des capacités opérationnelles de la Mission multidimensionnelle des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), insistant sur la nécessité d'une levée totale de l'embargo sur les armes à destination de son pays. Car si les autorités centrafricaines souhaitent renforcer la MINUSCA, c'est notamment en vue de contraindre les groupes armés récalcitrants à

Bio

Sylvie Baïpo-Temon, nommée ministre des Affaires étrangères de Centrafrique le 14 décembre 2018, est aussi une spécialiste des questions financières et bancaires qui peut se prévaloir de 18 ans d'expérience professionnelle au sein d'établissements bancaires ainsi qu'en en cabinet de conseil et d'audit.

Après une licence en économie délivrée en 1996 par l'université d'Orléans, en France, elle enchaîne avec des études d'économie et d'intégration financière à l'université de Poitiers, puis prépare à l'université de Paris X-Nanterre un Master Bank Currency Finance qu'elle obtient en 1998. Aussitôt après, elle entame son parcours professionnel à la BRED Banque Populaire à Paris comme chargée d'études jusqu'en 2000, d'abord à la direction du commerce extérieur puis auprès du service audit et qualité.

S'ensuivent trois ans au sein du cabinet Deloitte comme Consultant Department of Enterprise Risk Services, où elle intervient entre autres dans le cadre du projet de refonte du système d'information comptable de la puissante et prestigieuse Caisse des dépôts et consignations, ou encore dans le projet de mise en place de la direction du contrôle interne du groupe Natixis. Enfin, en 2003, elle intègre la banque BNP Paribas, où elle exercera durant plus de 15 ans aux postes successifs d'analyste comptable et financier jusqu'en 2008, responsable des normes comptables opérationnelles filière Retail Banking et financement, puis filière crédits et épargne, jusqu'en 2013, et enfin responsable Accounting Standards Office jusqu'en 2018.



Baterra Lyziava



Le président russe Vladimir Poutine et le président de la République centrafricaine Faustin-Archange Touadéra lors du sommet Russie-Afrique tenu les 23 et 24 octobre 2020 à Sotchi.

respecter leurs engagements dans le cadre de l'accord de paix conclu avec le gouvernement le 6 février 2019. Bien que l'on assiste, grâce aux multiples formations assurées par la mission de formation de l'Union européenne et de la Russie, à une montée en puissance des forces armées centrafricaines (FACA), le besoin se fait pressant eu égard aux défis sécuritaires à relever dans plusieurs régions du pays. La ministre des Affaires étrangères se réjouit donc de l'appui de certains États qui ont pris la parole au Conseil de sécurité des Nations unies pour faire entendre les positions portées par la République centrafricaine, et se félicite de l'appui de la Russie dans cette lutte pour obtenir la levée totale de l'embargo sur les armes. « *La Russie a pris le pas pour appuyer le plaidoyer de la RCA concernant la levée de l'embargo à l'ONU, en stipulant que compte tenu de la situation sur le terrain, il ne fallait plus tergiverser* », explique Sylvie Baïpo-Temon.

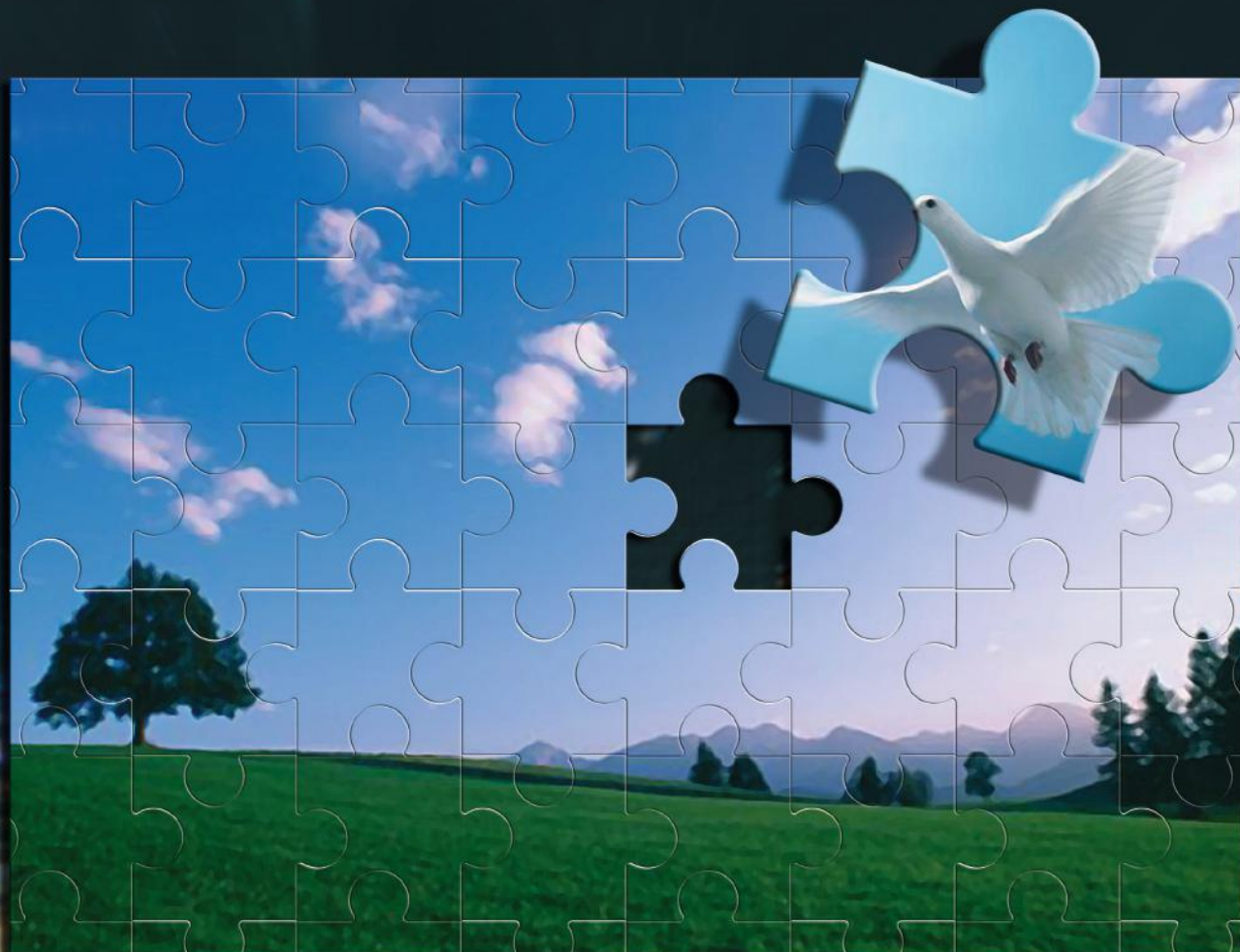
Le nouveau partenaire stratégique des pays africains

De son côté, la Russie espère qu'à l'instar de la RCA, d'autres pays africains s'ouvriront à elle. En effet, Moscou a décidé de se lancer à la conquête du marché africain, ce que démontre l'organisation du premier sommet Russie-Afrique tenu les 23 et 24 octobre 2020 à Sotchi, où quasiment tous les pays africains ont été invités. Cette rencontre s'est révélé être un modèle du genre n'ayant rien à envier à celles organisées par la Grande-Bretagne, l'Union européenne, la Chine ou le Japon. Sensible aux appels du pied russes, la

Centrafrique fait partie de ces rares pays africains du « pré-carré français » au patrimoine minier important – pas moins de 470 indices minéraux constitués de substances énergétiques non métalliques, de métaux non ferreux, de diamant et d'or – clairement disposés à s'ouvrir aux investissements russes.

« *Comme tout autre pays, la République centrafricaine a la possibilité de mener plusieurs partenariats sur son territoire. Et les pays qui souhaitent investir, avoir un partenariat avec notre pays, comme la Fédération de Russie, sont les bienvenus* », a justement affirmé la ministre des Affaires étrangères en marge du 1^{er} sommet Russie-Afrique. Il faut dire que Sylvie Baïpo-Temon a aussi compris que la Russie, comme d'ailleurs tous les pays des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), a la volonté d'intensifier ses échanges économiques et commerciaux avec l'Afrique. En 2017, ils représentaient seulement 5 milliards de dollars en Afrique subsaharienne et 17 milliards pour les pays du Maghreb, alors que sur la même période, ils étaient de l'ordre de 275 milliards de dollars entre l'Afrique et l'UE, de 200 milliards avec la Chine, de 70 milliards avec l'Inde et de 53 milliards avec les États-Unis. Il semble clair que Vladimir Poutine s'emploie à inverser cette tendance. Et, à n'en pas douter, les possibilités offertes par un partenariat potentiellement fructueux n'auront pas échappé à la sagacité de l'experte en finance que demeure la ministre des Affaires étrangères Sylvie Baïpo-Temon.

Andju Ani



***Vous allez
comprendre
l'Actualité !***

L'INTELLIGENT D'ABIDJAN

www.lintelligentdabidjan.ci

Depuis 2007, l'Intelligent d'Abidjan nouvelle formule est arrivé.
Plus clair, plus précis, plus dense, plus beau, en somme plus INTELLIGENT
que jamais : nouvelles rubriques, plus de loisirs, plus d'investigations.
Découvrez-le dès maintenant dans vos kiosques.

Le Quotidien dont vous avez rêvé.

■ Mouvement Coeurs Unis – Élections législatives

QUAND LE MCU VANTE LE BILAN DU PRÉSIDENT-CANDIDAT

Simplice Mathieu Sarandji, secrétaire exécutif du Mouvement Coeurs Unis (MCU), le parti au pouvoir, s'est livré à un éloge des actions du président Touadéra le 26 mars 2020 à Bangui.



*Simplice Mathieu Sarandji,
secrétaire exécutif du Mouvement Coeurs Unis.*

Le 26 mars 2020 à Bangui, à l'issue d'une conférence de presse, le secrétaire exécutif national du MCU Simplicie Mathieu Sarandji, accompagné des deux têtes pensantes du parti au pouvoir que sont Bertrand Arthur Piri, 2^e secrétaire exécutif, et Évariste Gamana, rapporteur général et porte-parole, a défendu devant la presse locale et internationale le bilan des actions pour les quatre années écoulées du chef de l'État Touadéra, qui n'avait pourtant pas encore été officiellement désigné candidat par son parti. Mais les trois hommes forts du MCU ne faisaient pas mystère du nom de leur futur champion à l'élection présidentielle du 27 décembre, expliquant en outre que le choix du 26 mars pour cette conférence consacrée au bilan des actions du président n'était pas anodin, puisque le 30 mars est une date anniversaire. « *Toute la grande famille MCU célèbre la date où il a prêté serment, le 30 mars, comme un moment particulier chaque année* », a expliqué M. Sarandji.

Tout d'abord, il a tenu à rappeler que cette année 2020 était particulière du fait de la pandémie de coronavirus qui secoue la planète. Ancien Premier ministre du 2 avril 2016 au 23 février 2019, il n'a pas caché que son pays, qui a connu une croissance du PIB réel en hausse de 4,5 % en 2019 et 3,8 % en 2018 grâce à la reprise soutenue des activités agricoles et des extractions minières, devrait connaître quelques moments difficiles en 2020. En effet, l'économie centrafricaine semble avoir payé un lourd tribut à la pandémie de Covid-19 et devrait enregistrer, selon les prévisions du Fonds monétaire international (FMI), une croissance nulle en 2020. Le secteur minier figure parmi les plus touchés, et particulièrement la filière diamant qui a vu le cours s'effondrer sur le marché d'Anvers, en Belgique, capitale du diamant, alors même que l'arrêt du trafic aérien dès le début de la pandémie avait bloqué les exportations.

Toutefois, au-delà de ce discours de vérité, M. Sarandji a aussi voulu faire œuvre de pédagogie en ► *(suite p. 28)*

Portrait

Simplice Mathieu Sarandji

Un profil d'intellectuel

Né le 4 avril 1955 à Baoro, dans la région de Nana-Mambéré, Simplicie Mathieu Sarandji présente un profil d'intellectuel. Après son bac obtenu en 1976 au lycée moderne de Bouar, il s'envole pour la France et décroche en 1983 une maîtrise de géographie à l'université Michel-de-Montaigne Bordeaux-III. Revenu au pays, il entame une carrière dans l'enseignement supérieur en tant que professeur de lettres modernes à l'université de Bangui, où il est chef du département d'histoire-géographie. Après avoir été doyen de la faculté de lettres et sciences humaines, il devient secrétaire général de l'université de Bangui de 2005 à 2008, période où Faustin-Archange Touadéra y assume les responsabilités de recteur. Une amitié se noue alors qui va considérablement renforcer la proximité entre les deux hommes et lier à jamais leurs destins.

Le compagnonnage se poursuit lorsque Faustin-Archange Touadéra, nommé Premier ministre du président François Bozizé de 2008 à 2013, choisit Simplicie Mathieu Sarandji comme directeur de cabinet. Lors de la campagne présidentielle de 2015-2016, c'est encore Simplicie Mathieu Sarandji qui est choisi pour être directeur de campagne de Faustin-Archange Touadéra. Le 2 avril 2016, tout naturellement et logiquement, le président nouvellement élu fera de lui son Premier ministre. À ce poste de chef du gouvernement, Simplicie Mathieu Sarandji va batailler dur pour le rétablissement de la sécurité et la relance de l'économie. S'il démissionne le 22 février 2019, conformément à l'accord de paix signé à l'initiative de l'Union africaine (UA) entre autorités et groupes armés, il ne s'éloignera toutefois pas du président Touadéra, qui le nommera ministre d'État conseiller spécial à la présidence, un poste tout aussi stratégique que le précédent. D'ailleurs le président n'hésite pas à lui confier la gestion du parti présidentiel au poste de secrétaire exécutif du Mouvement Cœurs Unis (MCU, créé en 2018) alors que se prépare une nouvelle bataille politique avec la candidature du président Touadéra pour un second mandat sur la période 2021-2026.

Le fils de Baoro sollicite le suffrage de sa ville natale

Simplice Mathieu Sarandji se montre combatif : il mène campagne au niveau national pour faire réélire le président Touadéra, dont il ne cesse de vanter le bilan, et ambitionne de faire obtenir au MCU et à ses alliés la majorité absolue au Parlement. Il s'engage lui-même à Baoro, sa ville natale, où il est candidat au siège de député. Auréolé de sa triple casquette de patron du parti présidentiel, d'ancien Premier ministre et d'actuel ministre d'État conseiller du président, le fils de Baoro sollicite le soutien des siens pour cette candidature qui, dès lors, peut être perçue comme une formalité.

Pour le moment, Baoro compte deux écoles publiques, un établissement sous-préfectoral mixte et l'école mixte Dangsi. L'enseignement secondaire y est assuré par un seul collège d'enseignement général. Les populations peuvent-elles espérer que le système pédagogique de la localité soit enrichi d'un nouvel établissement ? Peuvent-elles espérer la réhabilitation des infrastructures routières ou la construction de pistes et de routes, une meilleure distribution d'eau et l'édification de latrines dans la ville, ou du moins un coup de pouce du futur député auprès de la mairie locale pour renforcer la qualité de vie à Baoro ? Il est évident que Simplicie Mathieu Sarandji aura à cœur d'améliorer les conditions d'existence de ses compatriotes dans sa ville natale.

Faire que se poursuive le développement de la RCA

Pour Simplicie Mathieu Sarandji, l'histoire se répète. Ayant à nouveau la confiance du chef de l'État pour diriger sa campagne en vue de l'élection présidentielle du 27 décembre prochain, il entend encore, en sa qualité de secrétaire exécutif du MCU au pouvoir, faire gagner son compagnon de route. « Nous devons être au service du développement de notre pays avec notre champion Faustin-Archange, qui a fait passer ce pays des grandes ambitions aux grandes réalisations », déclare-t-il en septembre dernier lors du congrès d'investiture du MCU intronisant le président Touadéra comme candidat. Cette fois, les stratèges du MCU tablent sur un coup K.O. en souhaitant que les Centrafricains plébiscitent leur candidat et lui évitent un second tour. Certes, M. Sarandji est conscient du fait que le problème de l'insécurité – sujet le plus préoccupant pour les Centrafricains – n'est pas encore réglé, mais il sait aussi que des efforts considérables ont été consentis et que l'autorité de l'État est en bonne voie de restauration.

►promouvant les chantiers mis en place par le président depuis son arrivée au pouvoir le 30 mars 2016. « *Le MCU se positionne dans la logique du chef de l'État. Nous tenons à cet effet à rappeler que depuis qu'il a accédé au pouvoir, beaucoup de changements ont été opérés dans notre pays sortant d'une guerre fratricide qui a pris fin en 2013* », a indiqué le secrétaire exécutif national, rappelant que l'un de ces changements majeurs est bien visible: « *Il y a la libre circulation des personnes et de leurs biens, avec le retour de la sécurité dans la ville de Bangui et dans un grand nombre de provinces. C'est ce qu'il faut reconnaître comme l'un des premiers acquis du pouvoir du président Touadéra.* »

Réouverture des centres de formation

Les dirigeants du MCU ont également rappelé que le chef de l'État, longtemps enseignant universitaire, manifestait de ce fait un intérêt particulier à l'égard des questions d'éducation et de formation. Ainsi a-t-on noté la mise en œuvre de plusieurs formations dans le cadre du programme de développement de compétences du personnel des organes parapublics piloté par Bertrand Arthur Pili, en sa qualité cette fois-ci de ministre contrôleur général du secteur parapublic. Ces sessions ont permis à ces salariés d'atteindre un objectif professionnel précis dans le cadre de leur fonction. « *Le programme de formation*

réunit tous les intervenants du secteur parapublic, en particulier ceux qui exercent dans les entreprises et établissements publics, notamment les présidents des conseils d'administration, les directeurs généraux, les directeurs et les contrôleurs financiers ainsi que les comptables du ministère des Finances». Cet atelier, qui connaîtra un programme identique en 2021, aborde notamment les dispositions de l'OHADA (Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires).

Autre avancée en matière de formation, la réouverture le 26 septembre 2019, après plusieurs années d'inactivité, du Centre de formation professionnelle de la Jeunesse pionnière nationale (JPN) de Bambari.

« Il y a la libre circulation des personnes et de leurs biens, avec le retour de la sécurité dans la ville de Bangui et dans un grand nombre de provinces. C'est ce qu'il faut reconnaître comme l'un des premiers acquis du pouvoir du président Touadéra. »

Elle s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'appui à la restauration de l'autorité de l'État et au relèvement économique à Bambari dont l'objectif est de contribuer à l'amélioration de la situation sécuritaire, de poursuivre le redéploiement de l'administration publique, de relancer les services publics de base et d'accroître des moyens de subsistance des populations. Le centre a accueilli une première vague de 100 jeunes apprenants, dont 30 jeunes filles, qui ont suivi une formation intensive de trois mois dans les filières de la couture, de la mécanique, de la maçonnerie et de la menuiserie. En complément, ils recevront une formation en éducation civique pour leur inculquer les valeurs du vivre-ensemble, de la paix et de la citoyenneté. Ce centre, détruit pendant la crise et entièrement rénové, doté en matériels de bureau et autres équipements comme des machines à coudre ou des brouettes, doit sa réouverture au partenariat entre le gouvernement centrafricain et le PNUD, avec l'appui financier du Fonds des Nations unies pour la consolidation de la paix (PBF). Plusieurs autres projets ont déjà été exécutés à Bambari avec l'appui, notamment, du PNUD et de la MINUSCA. « *L'espoir renaît et passera par l'éducation et la formation de ces jeunes pour contribuer à un retour définitif de la paix* », a relevé M. Sarandji.

« Le MCU est au service de la population »

La restructuration de l'armée est un autre chantier majeur dont la mise en œuvre est bien lancée. Les dirigeants du MCU ont souligné que la sécurité du peuple centrafricain et la défense du pays étaient une réalité. Le rapprochement avec Moscou répond à cet objectif qui a donné lieu en août 2018 à la signature d'un accord de défense entre les deux pays. Cet accord prévoit notamment la formation des militaires centrafricains dans des académies militaires russes. De plus, malgré l'embargo sur les armes, la Russie a obtenu au mois de novembre dernier auprès du Conseil de sécurité des Nations unies une autorisation de livraison d'armes aux forces armées centrafricaines. Avec cet accord, la

RCA élargit sa coopération militaire dans le monde, car elle a signé le même type d'accord de défense avec, entre autres, l'Afrique du Sud et la France.

Enfin, M. Sarandji a évoqué sa proximité avec le président : « *Je suis proche de lui. Je sais ce qu'il pense et je connais son état d'esprit* », ajoutant en substance que le

président Touadéra n'avait jamais usé de son pouvoir pour nuire à la vie de qui que ce soit. Et, s'agissant des fonctionnaires, qu'ils se souviennent que ce président avait toujours pris en compte leurs besoins, notam-



ment avec le paiement à terme échu de leurs salaires ainsi que des arriérés accumulés sous d'autres régimes présidentiels. Quant à nos compatriotes, a-t-il conclu, qu'ils sachent que « *le MCU est et sera toujours au service de la population.* »

Louise Bibalou-Durand



Anicet-Georges Dologuélé,
président de l'Union pour
le renouveau centrafricain (URCA).

■ Union pour le renouveau centrafricain – Élection présidentielle

EN QUÊTE D'ALTERNANCE

À nouveau candidat à l'élection présidentielle centrafricaine en 2020, Anicet-Georges Dologuélé, chef de file de l'opposition, va tenter de déjouer dans ce scrutin tous les pronostics défavorables.

Il y a cinq ans, l'opposant Anicet-Georges Dologuélé, leader de l'Union pour le renouveau centrafricain (URCA) et chef de file de l'opposition, était arrivé en tête du premier tour de la présidentielle avec 23 % des voix. Bien évidemment, au vu de ce premier score, il s'imaginait être le président de la République centrafricaine en 2016. Mais tout ne s'est pas passé comme il le souhaitait. En effet Faustin-Archange Touadéra, jouant stratégiquement au second tour la carte du grand rassembleur, a remporté l'élection avec 62,71 % des suffrages, ce qui n'est pas rien. À l'époque, M. Dologuélé avait dénoncé avec vigueur des fraudes massives en faveur de son concurrent, puis avait finalement dû se raviser et féliciter le vainqueur. Pour cette

seconde confrontation, il a de nouveau été désigné par son parti comme candidat à la présidentielle du 27 décembre 2020. Il fera aussi campagne pour les législatives, sachant que l'URCA compte 13 députés dans le Parlement actuel et fait figure de seconde force politique derrière le MCU, le parti au pouvoir, qui totalise 20 députés sur 140 sièges.

Ne le nions pas, les pronostics sont assez défavorables au candidat Dologuélé, sa stratégie pour faire pression sur le pouvoir Touadéra n'ayant pas fonctionné. De quoi s'agit-il ? Début juillet 2020, l'URCA a fortement soutenu la société civile dans sa volonté de lancer une « opération ville morte » qui n'aurait pas eu l'effet généralisé souhaité par les organisateurs. En sa qualité

de chef de l'opposition, M. Dologuélé a donc écrit au président Touadéra pour lui proposer d'organiser une concertation nationale, accusant l'Autorité nationale des élections (ANE) d'œuvrer en défaveur de l'opposition. « *Mais le président n'a pas donné suite. Nous sommes donc passés à une autre phase* », indique-t-il. Cette seconde étape a consisté à réclamer un report des élections qui n'a pas, lui non plus, obtenu gain de cause. Échec aussi de tous les ténors de l'opposition, pourtant réunis au sein de la Coalition de l'opposition démocratique (COD 2020), qui n'ont pas pu s'entendre sur une candidature unique. Et pour ne pas arranger les affaires de l'opposition, la COD 2020 dirigée par l'ancien président François Bozizé, resté au pouvoir du 15 mars 2003 au 24 mars 2013, a du mal à encaisser le rejet par la Cour constitutionnelle de la candidature du même Bozizé relativement au critère de bonne moralité, car le candidat fait l'objet d'un mandat d'arrêt international. Cette décision de la Cour renforce les chances de réélection du président Touadéra et fragilise celles de la COD 2020, où Anicet-Georges Dologuélé reste désormais l'une des plus grosses têtes d'affiche avec

d'autres présidentiables comme Catherine Samba-Panza (indépendante), Martin Ziguélé (MLPC) ou Karim Méckassoua (Chemin de l'Espérance)...

Une solide équipe de cadres pour diriger le pays

Jouissant d'une image de technocrate, cet économiste et banquier qui a occupé des postes de direction à la Banque centrale des États de l'Afrique centrale (BEAC) et dirigé la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC) est en quête d'alternance politique. Autour de lui, une solide équipe de techniciens et de cadres de haut niveau pour diriger le pays, comme son éminence grise Christian Gazam Betty, jeune entrepreneur formé à l'université des sciences et technologies de Pékin, en Chine, et qui de surcroît possède à Bangui le cabinet de conseil El Shamma Group, spécialiste en communication et en marketing. C'est lui qui a préparé le terrain de son mentor en direction des jeunes.

Autre figure, Noël Ngoulo, ancien secrétaire général de l'université de Bangui où il a connu M. Dologuélé, alors recteur : ce professeur de philosophie formé au Canada est aujourd'hui la cheville ouvrière de l'URCA et l'un des plus proches conseillers de l'opposant. Quant à André Nalké Dorogo, vice-président de l'URCA, son action au Parlement est sans égale. Considéré comme le bras droit de Dologuélé à l'Assemblée nationale, il s'exprime régulièrement au nom du parti. Rappelons qu'il a été ministre des Mines en 2003, puis de la Santé dans le gouvernement Touadéra en 2009, et qu'il est comme Dologuélé un ancien membre du Mouvement de libération du peuple centrafricain (MLPC) actuellement dirigé par Martin Ziguélé.

Enfin, évoquons le rôle joué par Fred Edgard Gassia, d'abord premier président du comité fédéral de l'URCA pour l'Europe devenu par la suite conseiller national politique en charge aussi de la zone Amérique et Asie, un poste qu'il occupe toujours : c'est en partie à lui que l'URCA doit la victoire massive de son candidat en Europe lors de la présidentielle de 2016. En sera-t-il de même pour celle de 2020 ?

À la recherche de soutiens à l'international à l'approche de la présidentielle du 27 décembre 2020, Anicet-Georges Dologuélé a multiplié en octobre dernier les entretiens à Paris lors d'une visite en France. Parmi ses interlocuteurs figuraient notamment Franck Paris, conseiller Afrique d'Emmanuel Macron, et Christophe Bigot, le nouveau patron de la direction de l'Afrique au Quai d'Orsay. Une manière affirmée de montrer où irait son orientation diplomatique s'il était élu, au moment où son pays opère un rapprochement avec Moscou. Une chose est sûre, M. Dologuélé semble déterminé à gagner cette présidentielle. Fera-t-il mentir les pronostics qui disent Touadéra réélu ? À voir.

Louise Bibalou-Durand

Bio

Anicet-Georges Dologuélé, né le 17 avril 1957 à Bozoum, marié et père de 4 enfants, est président de l'Union pour le renouveau centrafricain (URCA), parti politique créé en 2013. D'abord élève du petit séminaire de Berberati et du lycée Jean-Bedel Bokassa de Bangui, il étudie ensuite à l'université de Bangui, puis à celle de Bordeaux-I où il obtient en 1981 un DESS en gestion des entreprises et en 1982 un DEA en économie. Puis il passe le concours de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) et intègre son centre de formation à Yaoundé, au Cameroun.

Admis dans les effectifs de la BEAC, il y exerce de 1983 à 1991 les fonctions d'inspecteur, puis de chef de mission et enfin de chef d'agence. De 1991 à 1994, il sera délégué du gouverneur et représentant de la BEAC auprès de la France et de l'Union européenne, puis repartira au siège comme directeur des relations financières extérieures.

Alors qu'il est directeur de l'organisation et de l'informatique depuis 1995, il se voit nommé en 1997 ministre des Finances et du Budget du gouvernement d'action pour la défense de la démocratie (GADD) dirigé par Michel Gbézéra-Bria, à qui il succède comme Premier ministre en janvier 1999 tout en conservant ses fonctions de ministre de l'Économie, des Finances, du Plan et de la Coopération internationale. Reconduit en octobre 1999 après les élections qu'il organise avec succès, il quitte le gouvernement le 1^{er} avril 2001 et réintègre les effectifs de la BEAC en tant que directeur national pour la RCA.

En septembre 2001, il accède au poste de président de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC), qu'il gardera jusqu'en février 2010. En mai 2012, il crée AfriPartners International Consulting, un cabinet de consultants dont il est le président et qui a son siège social à Paris.

COMMENT DEVIENT-ON UNE PIONNIÈRE ?

Par quel heureux mélange de caprices du destin et de qualités personnelles devient-on la première femme centrafricaine à accéder au rang de chef de l'État et la deuxième femme chef de l'État en Afrique francophone ?



Catherine Samba-Panza, candidate indépendante à l'élection présidentielle.

Tenter de répondre à la question « Comment devient-on une pionnière ? » relève sans doute de la gageure, et même de la prétention. Contentons-nous donc de présenter des éléments biographiques qui, additionnés, donneront peut-être une idée de la somme de talent et d'opportunités qui concourent à tracer le chemin d'une vie. Née en 1954 au Tchad d'un père camerounais et d'une mère centrafricaine dans une fratrie de six enfants dont elle est la deuxième, Catherine Samba-Panza (CSP) passe sa jeunesse à Ndjamena, qu'elle quitte avec sa famille à 16 ans, en 1970, pour Bangui où elle est confiée à son oncle maternel Simon-Pierre Kibanda, secrétaire au ministère des Affaires étrangères puis chef du protocole, et à son épouse

israélienne Sonia. Munie de son baccalauréat A4 obtenu en 1973 au lycée d'État des Rapides, cette chrétienne qui parle français et arabe part à Paris étudier le journalisme et le droit.

Licence en sciences de l'information et de la communication et DESS en droit des assurances en poche, elle devient rédactrice pour la compagnie d'assurance Préserve-Foncière à Paris. Mariée avec Jean-Claude Sappot, elle aura trois enfants. Revenue en Centrafrique en 1984, elle travaille pour l'entreprise d'assurance d'État SIRIRI et épouse en secondes noces Cyriaque Samba-Panza, secrétaire d'État au Plan, aux Statistiques et à la Coopération internationale. De 1989 à 2007, elle poursuit sa carrière au sein du groupe Allianz-AGF Centrafrique Assurances, puis fonde le cabinet de courtage CSP Assurances-Conseils, et enfin intègre la

société de courtage Gras Savoye en tant que directrice générale jusqu'en 2013.

Responsabilités locales et défense des femmes

Son entrée en politique emprunte deux chemins faits l'un comme l'autre d'engagement et de proximité : le militantisme et les responsabilités locales. D'abord militante de l'Association des femmes juristes de Centrafrique (AFJC) spécialisée dans la lutte contre les mutilations génitales et autres formes de violence subies par les Centrafricaines, elle en sera vice-présidente, puis adhèrera au Lions Clubs et deviendra formatrice en droits humains pour Amnesty International, ce qui étoffera grandement son réseau.

Co-présidente puis présidente du comité chargé de suivre et d'évaluer régulièrement les recommandations issues du dialogue national après l'accession au pouvoir de François Bozizé, elle doit sa prise de nouvelles responsabilités à l'assistance qu'elle porte à son époux, ministre de l'Équipement et du Désenclavement dans le gouvernement du Premier ministre Touadéra en 2008, lorsqu'il se trouve en 2011 diminué par une attaque cérébrale et qu'elle mène campagne pour lui à Bouca lors des élections législatives. Puis Michel Djotodia la nomme présidente de la délégation spéciale de la ville de Bangui, et elle prend officiellement ses fonctions de maire le 14 juin 2013.

Lorsque le président Michel Djotodia démissionne en janvier 2014, un nouveau chef d'État de transition doit être élu par le Conseil national de transition, le Parlement provisoire centrafricain, avant la tenue d'élections nationales prévues en 2015. CSP saisit sa chance et bénéficie alors du travail d'une vie : soutenue par des associations féministes et de nombreux diplomates étrangers, elle est élue au second tour contre Désiré Kolingba par 75 voix contre 53, appelant sans tarder les miliciens de l'ex-Séléka et anti-Balaka à déposer les armes, puis prêtant serment le 23 janvier 2014.

Ainsi donc, c'est bien cette pionnière sans étiquette politique qui annonce le 28 août 2020 sa candidature à l'élection présidentielle et la voit validée le 3 décembre par la Cour constitutionnelle.

Andju Ani

■ Mouvement de libération du peuple – Élection présidentielle

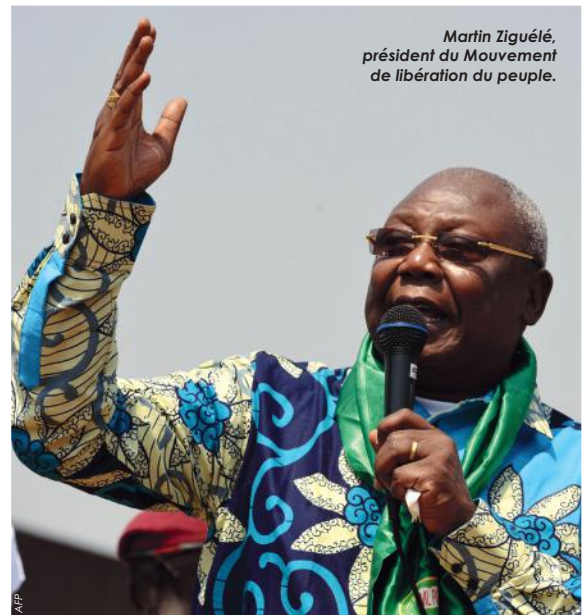
L'ÉTOFFE D'UN CONQUÉRANT

Il est des personnalités habitées par une fougue matinée de persévérance qui les pousse à défendre sans relâche, en dépit des obstacles, leurs convictions. Martin Ziguélé, à n'en pas douter, en fait partie.

Mars 2005, janvier 2011, décembre 2015... Oui, Martin Ziguélé, dont la candidature à la présidentielle de 2020 a été validée par la Cour constitutionnelle, garde à sa quatrième tentative bon espoir de remporter l'élection. Mais qu'est-ce qui anime ce consultant international en assurances né en 1957 à Paoua, au nord-ouest de la Centrafrique, et qui fut Premier ministre entre avril 2001 et mars 2003 ? Après des études secondaires au séminaire de Bossangoa, il intègre en 1978, dès l'obtention de son diplôme d'études supérieures d'assurances (DESA) à l'Institut international des assurances de Yaoundé, au Cameroun, la société nationale centrafricaine d'assurances SIRIRI, tout en préparant à l'université de Bangui une licence de lettres anglaises qu'il décrochera en 1982. En 1988, il réussit le concours de la CICA-RE – Compagnie commune des réassureurs des États membres de la Conférence interafricaine des marchés d'assurance (CIMA) – et exerce durant une dizaine d'années comme souscripteur puis chef de division des réassurances vie et, pour l'Europe, l'Asie et le Moyen-Orient, des réassurances IARD. En juillet 2000, il devient directeur national pour la Centrafrique de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) à Bangui. En avril 2001, il est nommé Premier ministre par le président Ange-Félix Patassé et forme un « gouvernement d'action et de combat » (GAC) qui représente toutes les origines géographiques de la nation ainsi que toutes ses sensibilités politiques : MLPC – parti du président Patassé et de Martin Ziguélé –, Parti libéral démocrate (PLD), Parti africain de développement (PAD), Convention nationale (CN), Union démocratique pour le renouveau-Fini Kodro (UD/FK)...

Une action entravée

Un intitulé choc, donc, pour un chantier qui s'annonce ardu. D'abord, les fonctionnaires centrafricains, qui cumulent parfois jusqu'à 30 mois d'arriérés de salaire, observent depuis un petit mois une trêve à leur mouvement de grève débuté en novembre 2000, mais sont prêts à le reprendre s'ils ne reçoivent pas leurs émoluments de février et mars 2000. Ensuite, voilà que survient dès mai 2001 la tentative de coup d'État du général



Martin Ziguélé,
président du Mouvement
de libération du peuple.

André Kolingba. Après un remaniement, ce sera, en octobre 2002, celle du général François Bozizé. Un nouveau remaniement intervient en janvier 2003, mais le 15 mars, le général Bozizé et ses mercenaires tchadiens renversent le président Patassé. Martin Ziguélé part en exil en France.

Comment mettre en œuvre une action suivie dans un tel climat ? Pourtant, la lutte des gouvernements Ziguélé contre la corruption et les détournements de deniers publics fonctionne : arrestation et jugement d'Éric Sorongopé Zoumandji, ministre des Finances, de Patrice Ngaïssona, fonctionnaire aux Eaux et Forêts, et d'autres : douaniers, agents des finances, membres de l'ethnie du Premier ministre et ressortissants de sa région. Résultats ? Le paiement de 22 mois de salaires sans aucune aide financière extérieure ou publique, la signature d'un accord intérimaire de six mois avec le FMI et l'engagement des institutions financières internationales à décaisser des fonds pour pallier les lourds contre-coups économiques et les troubles armés générés par les coups d'État manqués de 2001 et 2002.

L'on comprend mieux, au regard des multiples entraves qui ont empêché ce redresseur de torts de mener son « opération mains propres », pourquoi il persévère à vouloir montrer ce qu'il est capable de faire. Et si le moteur de Martin Ziguélé était de ne pas rester sur un goût d'inachevé ?

Andju Ani

FIDÈLE GOUANDJIKA, L'HOMME QUI PARLE À L'OREILLE DU PRÉSIDENT

La longue carrière du ministre conseiller spécial du président de la République dans les hautes sphères de l'État fait de lui un homme politique avisé dont le franc-parler ne laisse pas indifférent.

« Gardien de la mémoire collective de la RCA », « doyen des présidentiables ». Fidèle Gouandjika, réputé pour son verbe incisif, s'est donné ces quelques appellations qui, on s'en doute, ont le don d'irriter ses adversaires politiques, et surtout les contempteurs de Faustin-Archange Touadéra. Ministre conseiller spécial du président de la République, il est



Fidèle Gouandjika, ministre conseiller spécial du président de la République centrafricaine.

un soutien inconditionnel du chef de l'État, et n'hésite à pas à se jeter dans la mêlée pour porter la bonne parole en faveur de son champion, qu'il sert avec une loyauté sans faille et qu'il protège contre les attaques médiatiques, d'où quelles viennent : « Il se passe quelque chose de merveilleux en Centrafrique depuis le 30 mars 2016 [date de d'investiture du président Touadéra pour son

premier mandat, NDLR]. *Nous assistons tous les jours à la métamorphose de notre pays. Le 27 décembre 2020, nous irons tous voter pour le professeur Faustin-Archange Touadéra, l'homme qui craint Dieu.* »

À 65 ans, ce père de famille marié à une Roumaine qui a étudié à Bucarest et a gardé de solides attaches en Roumanie, sa seconde patrie, aura mené une carrière tout à fait enviable. Mais ce ne fut guère un long fleuve tranquille. Fidèle Gouandjika, ingénieur des télécommunications né le 20 février 1955 à Mbaïki (Lobaye), a exercé la profession de haut cadre au sein de la Société centrafricaine des télécommunications (Socatel). Ce parcours fructueux en entreprise le conduira jusqu'aux fonctions de directeur commercial de la Socatel, poste qu'il quittera pour rejoindre le gouvernement de François Bozizé de 2005 à 2013 comme ministre des Postes et Télécommunications chargé des nouvelles technologies, puis de l'Agriculture et du Développement rural. À la chute de Bozizé, il prend

du recul depuis la Roumanie où il s'est réfugié et analyse sagement la situation politique du pays. Il en arrive à la conclusion qu'il faut des élections transparentes en Centrafrique, mais que la jeunesse doit se mobiliser pendant ce scrutin pour mettre en échec les caciques des différents régimes qui se sont succédé à la tête du pays et qui ont, selon lui, échoué.

Il met alors sa verve et son charisme au service de cette cause : « *Toute cette pourriture doit quitter la vie politique, moi y compris. La jeunesse doit comprendre cela. C'est mon combat depuis toujours. Mobilisez-vous pour nous chasser, nous les fossoyeurs de la démocratie, afin de mettre fin, définitivement, aux tentatives de coup d'État et de prise de pouvoir par la force. Nous avons détruit notre pays et nous avons « vendu » notre pays aux étrangers, et ça, je ne le supporte pas. Nous avons trop volé l'État et je suis obligé de dire ma part de vérité au peuple : j'en assumerai toutes les conséquences, même s'il faut que je sois traduit moi-même devant les tribunaux.* » Militant pour le renouvellement de la classe politique et surtout en faveur d'une meilleure gouvernance plus soucieuse des conditions de vie des populations et du devenir de la nation, celui qui n'a pas

« Nous assistons tous les jours à la métamorphose de notre pays. »

de mot assez dur pour les anciens dirigeants du pays voit en Faustin-Archange Touadéra une chance inespérée pour le devenir de la République centrafricaine. Mais, côté jardin, cet homme politique truculent est aussi une âme douce. Doté d'une large culture générale, il a toujours le bon mot pour mettre son visiteur à l'aise. Excellent guitariste, il épate parfois ses convives par ses talents de chanteur, variant les registres et déroulant des solos de guitare sous les applaudissements. Un personnage déroutant, donc. Insaisissable.

François Kouamen

SANI YALO, LE CONSEILLER DE L'OMBRE

Fervent supporter du chef de l'État, l'homme d'affaires est aussi un manager avisé qui a su rendre ses lettres de noblesse au Bureau d'affrètement routier centrafricain (BARC).

« Je suis en quelque sorte le bouclier du chef de l'État face à ses adversaires politiques. J'accepte de prendre tous les coups. » À 57 ans, l'homme d'affaires Sani Yalo, auteur de ces propos, a su se rendre incontournable dans l'entourage du président de la République, dont il est l'un des conseillers non officiels.

Fondateur d'une usine, entrepreneur parmi les plus grands dans le domaine agro-industriel, ce « bâtisseur » doit sa réussite à son sens des responsabilités. Fin connaisseur de la scène politique centrafricaine, il a acquis son expertise grâce à sa proximité avec différents régimes aux commandes du pays, ceux d'Ange-Félix Patassé ou de François Bozizé. Lorsque l'actuel chef de

une chance, une opportunité de paix, de réconciliation et de développement de la République centrafricaine. « C'est l'homme du dialogue, c'est l'homme de la main tendue », peut-on lire dans l'ouvrage.

La confiance du chef de l'État envers l'opérateur économique se reflète également dans le soutien que le gouvernement a apporté à l'élection de

Sani Yalo comme président du conseil d'administration du Bureau d'affrètement routier centrafricain (BARC). Créé le 27 avril 1946, le BARC, placé sous la direction du ministère des Transports et de l'Aviation civile, occupe une place centrale dans le circuit économique de la République centrafricaine, car c'est cette société qui régule le fret terrestre de ce pays enclavé, sans ouverture sur la mer. Un outil de désenclavement de la République centrafricaine, donc, et aussi une source importante de recettes fiscales.

Depuis qu'il est aux commandes de la structure, Sani Yalo a pris la mesure du dépérissement et du délabrement du BARC, et a mis en route un train de réformes unanimement saluées comme l'assainissement des finances, la clarification des dettes et créances, la bancarisation du salaire de l'ensemble du personnel, et enfin l'ouverture de 5 nouveaux postes de contrôle: 2 au Cameroun – à Kribi et Limbé – et 3 en RCA, à Mongoumba, Sékia et Bossangoa. Il a aussi entrepris la formation du personnel, la révision des textes statutaires et de l'organigramme du BARC et, fait majeur, la répartition de dividendes aux actionnaires à la fin de l'exercice 2018, ce qui n'avait plus été fait depuis longtemps. Quatre sièges du BARC ont également été remis à neuf: Gamboula, Mongoumba, Sékia et Bangui. Le professeur Faustin-Archange Touadéra a d'ailleurs présidé le 4 décembre 2020 à Bangui la cérémonie d'inauguration du Bureau d'affrètement routier centrafricain réhabilité. **Christian Kouamen**



Sani Yalo, président du conseil d'administration du Bureau d'affrètement routier centrafricain.

« Le président Faustin-Archange Touadéra, c'est l'homme du dialogue, c'est l'homme de la main tendue. »

L'État se présente à la présidentielle de 2016, Sani Yalo est l'un de ses premiers supporters. Il met en place et finance plusieurs comités de soutien à sa candidature qui ont tous le même slogan: « Touadéra doit gagner ». Cette débauche d'énergie et de moyens financiers a très positivement marqué le président, qui accorde une grande confiance à Sani Yalo.

Membre fondateur du Mouvement Cœurs Unis, le parti au pouvoir, il est déjà à la manœuvre dans la perspective de la présidentielle de 2020. C'est ainsi qu'il a organisé plusieurs comités locaux de campagne pour la réélection du chef de l'État. Au-delà de la mobilisation en Centrafrique, il prouve son soutien au président en encourageant les Centrafricains de la diaspora à voter en faveur de Faustin-Archange Touadéra. Il a très activement soutenu la création du bureau des Centrafricains de France. Enfin, il est aussi l'auteur de *L'Exigeant*, un ouvrage qui dénonce les violences meurtrières de ces dernières années ainsi que leurs auteurs et commanditaires, mais surtout qui présente le président Faustin-Archange Touadéra comme

UN TEST DÉMOCRATIQUE SOUS L'ŒIL DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

Au cœur du processus électoral des prochaines présidentielle et législatives, le rôle de l'Autorité nationale des élections (ANE) et de la Cour constitutionnelle est crucial dans l'organisation d'un scrutin couplé où le défi est de se révéler crédible.

Comme en 2016, ce sont environ deux millions d'électeurs centrafricains qui sont appelés aux urnes le 27 décembre pour 2020, d'une part, élire un nouveau président ou réélire l'actuel chef de l'État Faustin-Archange Touadéra, et d'autre part choisir au scrutin uninominal majoritaire à un tour les députés qui siègeront durant cinq ans. Les candidats députés doivent, en RCA, être âgés d'au moins vingt-cinq ans et s'acquitter d'une caution de 250 000 FCFA – 380 euros – qui leur sera restituée à moitié s'ils obtiennent au moins 5 % des suffrages dans leur circonscription et en intégralité à partir de 10 %.

Ces deux élections sont organisées et contrôlées par l'Autorité nationale des élections (ANE) présidée par Marie-Madeleine N'Kouet Hoornaert. Cette dernière est bien consciente du fait qu'après des années de violences intercommunautaires ayant ravagé la Centrafrique, son pays renoue depuis les élections présidentielle et législatives apaisées de 2016 avec un exercice démocratique enfin digne de ce nom. Un double scrutin qui, on s'en doute, sera suivi à loupe par la communauté internationale.

Liste provisoire pour l'élection présidentielle : 5 candidatures invalidées sur 22

L'ANE a enregistré 22 dossiers de candidature à l'élection présidentielle. Tous ont été acheminés au fur et à mesure à la Cour constitutionnelle chargée de leur validation ou de leur invalidation. Parmi les candidats figuraient à ce stade du processus le président en exercice Faustin-Archange Touadéra ainsi que certains précédents chefs de l'État tels que Catherine Samba-Panza, présidente de la transition de 2014 à 2016, et François Bozizé, chassé du pouvoir en 2013 par un coup d'État militaire.

Les candidats ont dû attendre la publication de la liste définitive par la Cour constitutionnelle qui, au final, en a retenu 17 et refusé 5 (*lire l'encadré*). La campagne

électorale, ouverte le 12 décembre 2020, prendra fin le 25 du même mois. Le corps électoral a été convoqué le 27 décembre pour le premier tour de la présidentielle.

1 585 candidats pour 140 sièges au Parlement

Quant aux élections législatives, la Cour constitutionnelle que préside Danielle Darlan a examiné la liste des 1 585 candidats à la députation qui devaient se disputer les 140 sièges que compte l'Assemblée nationale centrafricaine. La première décision notable prise par la présidente de la Cour a été d'expurger les listes de toutes les candidatures de membres de groupes armés. La présidente de la Cour a également prononcé l'invalidation d'une cinquantaine d'autres candidatures au motif, notamment, d'incohérences dans les dates produites dans les dossiers ou de casiers judiciaires non conformes. La présidente a par ailleurs mentionné les articles 134 et 135 du Code électoral, qui exige que le candidat ne fasse pas l'objet de condamnations et soit de bonne moralité. Danielle Darlan a alors cité les noms d'une quinzaine de candidats invalidés au motif de détournement de fonds et de corruption, ou faisant l'objet de condamnations. À la grande surprise de tous, parmi ces noms figuraient des personnalités importantes telles que l'un des vice-présidents de l'Assemblée nationale ou son ancien questeur, écartés de ces législatives. En outre, plusieurs analystes ont fait remarquer que certaines batailles politiques allaient se révéler pleines de saveur et de suspense, comme dans la circonscription de Boali, située à 70 km de la capitale Bangui, où le Premier ministre Firmin Ngrebada va croiser le fer avec un ténor du calibre de Bertin Bea, pilier du mouvement du parti KNK de l'ex-président François Bozizé...

Refus d'auditer le fichier électoral

À deux mois de la date fatidique du 27 décembre, les Centrafricains se pressaient déjà devant les listes provisoires affichées dans tous les centres où ils étaient inscrits



nyazé - Audax Stock

en tant qu'électeurs en vue de vérifier si leurs noms y figuraient, afin de pouvoir accomplir avec tranquillité leur devoir de citoyens. Cependant, cette démarche a suscité des interrogations du côté de la Coalition de l'opposition démocratique (COD 2020) dirigée par l'ancien président François Bozizé, qui parle de « *fichier corrompu* » car certains électeurs ne trouvaient pas leur nom. La COD 2020 a manifesté son intention de saisir l'Union européenne et l'Organisation de la Francophonie, observateurs dans ce processus électoral, afin qu'elles « *auditent le fichier électoral* » centrafricain.

En guise de réponse, Marie-Madeleine N'Kouet Hoornaert, présidente de l'ANE, a rappelé que l'affichage de ces listes provisoires servait justement à permettre la correction d'éventuelles erreurs et anomalies contenues dans le fichier. Elle a donc estimé un tel audit inutile : « *Nous sommes allés partout pour pouvoir avoir une liste électorale assez inclusive. Qu'est-ce qu'il y a eu comme problème pour justifier un audit, et surtout un audit à deux mois des élections ? Cela ne se justifie pas.* »

Louise Bibalou-Durand

Pourquoi la candidature de Bozizé a-t-elle été invalidée ?

Le 3 décembre 2020, la Cour constitutionnelle a mis fin au suspense en rejetant du scrutin présidentiel du 27 décembre 2020 cinq candidatures sur 22, dont la plus importante concerne l'ancien président François Bozizé. C'est donc l'un des poids lourds de cette élection qui sera absent à cette bataille politique, même si d'autres ténors de l'opposition en lice, comme Anicet-Georges Dologuélé (URCA, chef de file de l'opposition), Martin Ziguélé (MLPC) ou encore l'ancienne présidente Catherine Samba-Panza et l'ex-président de l'Assemblée nationale Abdou Karim Meckassoua (Chemin de l'Espérance) ont la ferme intention de ne pas faire pâle figure face au président sortant.

Pour justifier l'exclusion de M. Bozizé, la Cour a écarté la condition d'un an de résidence sur le territoire à cause de la circulaire du ministère des Transports qui interdisait aux compagnies aériennes d'embarquer François Bozizé. Elle s'est plutôt appuyée sur l'article 103 du Code électoral qui précise l'exigence, parmi les critères d'éligibilité, de la bonne moralité du candidat. La Cour a ainsi rappelé que l'ancien président était toujours sous le coup d'un mandat d'arrêt international datant du 31 mars 2014 pour motifs d'assassinat, d'arrestation, de détention, de séquestration arbitraire, de torture, d'exécutions sommaires et extrajudiciaires, etc. Elle a aussi mis en avant les sanctions onusiennes renouvelées au Conseil de sécurité en juillet 2020.

Arrivé au pouvoir en 2003 à la suite d'un coup d'État, puis réélu deux fois avant d'être lui-même obligé de prendre la fuite en 2013, François Bozizé était l'une des principales têtes d'affiches à ce scrutin. L'annonce de la Cour a évidemment été accueillie froidement par la direction du parti KNK dirigé par M. Bozizé, même si dans un communiqué diffusé le soir même de cette annonce, le KNK appelé ses militants « *au calme et à la retenue* ». Enfin, précisons que François Bozizé n'est pas le seul à avoir été écarté par la Cour : parmi les quatre autres candidatures figure celle d'Armel Sayo, l'un des leaders des groupes armés.

UN APPEL À LA RESPONSABILITÉ DANS LA COMMUNICATION

Une loi portant sur la liberté de la communication a été adoptée par le Parlement centrafricain le 30 novembre dernier. Son auteur, Ange Maxime Kazagui, ministre de la Communication et des Médias, estime que ce texte offre plus de liberté aux journalistes.



Ange Maxime Kazagui,
ministre de la Communication
et des Médias.

Si il y a bien une loi qui marquera le passage d'Ange Maxime Kazagui au ministère de la Communication et des Médias, c'est celle portant sur la liberté de la communication en Centrafrique. Adopté au Parlement par les députés le 30 novembre dernier, ce texte, qui garantit la liberté d'expression pour les journalistes, l'encadre aussi. La loi donne ainsi le pouvoir de censure au Haut conseil de la communication (HCC). « *Le HCC pourra suspendre la parution d'un organe de presse, décider de la mise à pied d'un journaliste, ou autoriser la*

cessation d'une émission radiophonique », apprend-on sur le site Internet de cet organisme.

Ange Maxime Kazagui est plus qu'un ministre de la Communication et des Médias, il est aussi le porte-parole du gouvernement. Et c'est à ce titre qu'il a expliqué en quoi cette loi offrait plus de liberté aux journalistes pour exercer leur métier. « *Toutefois, le professionnel qui contreviendrait aux règles subirait une sanction administrative* », a-t-il aussi prévenu. Le ministre de la Communication a en outre invité les sociétés de presse privées et publiques à plus de responsabilité dans le

« Le HCC pourra suspendre la parution d'un organe de presse, décider de la mise à pied d'un journaliste, ou autoriser la cessation d'une émission radiophonique. »

traitement de l'information, les engageant à ne pas diffuser d'éléments non vérifiés ou relayer des « fake news » qui pourraient nuire à autrui.

Pour leur part, les médias centrafricains n'ont pas manqué de relever que l'adoption de cette loi était intervenue à quelques jours du lancement officiel de la campagne électorale en vue des élections présidentielle et législatives. Au regard des enjeux, la loi viserait à éviter la diffusion d'informations pouvant nuire aux candidats et poserait des règles pour la couverture médiatique de cette élection couplée.

« Éviter les discours de haine »

Le 3 décembre 2020 à Bangui, la même démarche a été effectuée quand le porte-parole du gouvernement centrafricain et son homologue Vladimir Monteiro, de

la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), ont appelé au cours d'une conférence de presse conjointe à « *la responsabilité de tous les acteurs pour des élections apaisées dans le pays* », demandant également aux Centrafricains de soutenir le processus électoral. Le gouvernement et la MINUSCA ont par ailleurs noté des avancées significatives dans les préparatifs des scrutins du 27 décembre prochain. « *Je réitère l'appel du chef de l'État à l'apaisement en direction de tous les acteurs politiques, de la société civile et des médias, afin qu'ils évitent les discours de haine* », a précisé le ministre de la Communication Ange Maxime Kazagui. D'après lui, « *depuis le mardi 1^{er} décembre, des cartes d'électeurs ont commencé à arriver et vont être acheminées dans les centres les plus éloignés et, au fur et à mesure, dans les centres les plus proches de Bangui, puis à Bangui même. Les urnes, isoaloirs, ainsi que d'autres matériels électoraux mis à disposition par l'Afrique du Sud avec l'assistance logistique des Nations unies et d'autres partenaires sont sur le point d'arriver à Bangui.* »

Ériger une industrie des médias

Quelle est la vision économique de M. Kazagui, en tant que ministre de la Communication et des Médias, sur l'industrie des médias dans son pays ? « *Mon rôle et ma mission sont de permettre l'essor de la communication en général, et notamment privée, dans mon pays. Cela veut dire qu'à la fin de mes fonctions, il*

faudra que nous ayons plusieurs télévisions et radios privées qui se soient implantées dans notre pays. Et que, dans les modèles économiques qui sont les leurs, ces médias puissent s'épanouir. Mais il faudra aussi que la télévision publique s'épanouisse. De quelle manière ?

« Enrichir l'horizon thématique, notamment avec des médias audiovisuels, est aussi un moyen d'éduquer nos enfants avec des émissions culturellement riches. »

Nous avons l'ambition de lancer, en ce qui concerne la télévision et la radio publiques, des chaînes thématiques qui nous permettraient de diversifier l'offre, d'améliorer les contenus et de susciter une saine concurrence. Enrichir l'horizon thématique, notamment avec des médias audiovisuels, est aussi un moyen d'éduquer nos enfants avec des émissions culturellement riches. »

Mais quel modèle économique peut-on offrir à des médias privés dans un pays en reconstruction dépourvu de tout tissu médiatique diversifié ? Le ministre indique qu'il faut de toute façon que se crée un marché avec des annonceurs et différentes formes de partenariats pour rendre viable ce nouvel écosystème qu'il appelle de ses vœux. « *C'est une question d'investisseurs à convaincre pour qu'ils soient séduits par notre projet. J'espère que nous allons arriver à le mettre sur pied* », a-t-il souhaité.

Paul de Manfred

Bio

Ange Maxime Kazagui, né le 8 février 1960, marié et père de 5 enfants, est depuis septembre 2017 ministre de la Communication et des Médias et porte-parole du gouvernement. Il a été candidat à l'élection présidentielle de 2016.

Formé au marketing et au commerce ainsi qu'en sciences économiques à Paris au début des années 1980, il commence naturellement sa carrière comme responsable commercial et de campagne d'une agence conseil en marketing direct en France. Il enchaîne en enseignant, en tant que professeur vacataire, le marketing/management et les études de cas à des étudiants en BTS marketing-action commerciale. Vient ensuite le temps de monter sa propre affaire : il fonde en 1994 et dirige jusqu'en 1998 Promosud International, un cabinet spécialisé dans la promotion économique de destinations et l'organisation de voyages d'affaires. Parallèlement, il est représentant adjoint à Bangui de la société suisse Générale de Surveillance (SGS) et chargé de mission puis secrétaire général à la Chambre de commerce, d'industrie, des mines et de l'artisanat (CCIMA) de la République centrafricaine. Enfin, depuis 1998, il est président directeur général du groupe CARAT Investissements, qui comprend CARAT Élite, CARAT Régie, CARAT Immobilier, le Centre d'étude du diamant et *Tendances Économiques Magazine*, et directeur général des sociétés Image Prod et Empreints. Son évolution professionnelle se poursuit à l'orée des années 2000 chez Telecel, où il sera consultant en marketing et directeur commercial. Enfin, depuis 2001, il exerce les fonctions de représentant en Centrafrique et directeur pour l'Afrique de Independent Diamond Valuers et, corrélativement depuis 2006, de secrétaire permanent adjoint du Processus de Kimberley, dont le but est de réduire partout dans le monde l'existence des « diamants de conflit ».

Son « entrée en politique » s'effectue en 2004 lorsqu'il est nommé consul honoraire de l'Afrique du Sud en République centrafricaine, menant jusqu'en 2017 des négociations bilatérales et multilatérales, participant aux commissions mixtes et négociant des accords cadre de coopération. D'ailleurs, il est membre fondateur et secrétaire permanent adjoint du Forum des ambassadeurs africains en RCA. En 2010-2011, il est vice-président du Conseil économique et social et, de 2014 à 2016, avant d'être appelé à ses actuelles responsabilités, conseiller national au Parlement de Transition (CNT), président de la Commission production, ressources naturelles, environnement et développement durable.



Le chargement d'un vol à destination de Bangui le 7 mai 2020 à l'aéroport Saint-Exupéry près de Lyon, dans le cadre du pont aérien humanitaire de l'UE visant à freiner la propagation du COVID-19 en République centrafricaine.

LE DÉFI : RESTAURER LE SYSTÈME DE SANTÉ

L'OMS apporte un appui décisif à la République centrafricaine pour restaurer son système de santé fortement fragilisé par la succession de crises.

Partenaire privilégié de la République centrafricaine dans sa politique de santé publique, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a encore démontré son engagement lors de l'arrivée de la pandémie de coronavirus. Le premier cas de Covid-19 a été détecté mi-mars 2020 alors que la RCA connaissait déjà des épidémies de poliomyélite depuis mai 2019 et de rougeole depuis janvier 2020. Une cellule de crise dirigée par le ministère de la Santé et de la Population a aussitôt été activée pour prendre en charge ce premier cas de Covid-19, un sujet italien de 74 ans. Mais très vite, le nombre de cas détectés a augmenté, ce qui a amené le représentant résident de l'OMS Séverin Von-Xylander à monter en première ligne, tant pour

la sensibilisation que pour soutenir le gouvernement : « Nous sommes préoccupés et nous continuons à appuyer le ministère de la Santé dans les mesures à prendre. Le plus important, c'est de s'assurer qu'on détecte tous les cas sur le territoire centrafricain, de tracer leurs contacts, d'identifier les personnes malades et de les mettre en isolement. Tous les peuples sont touchés car le virus ne fait pas de différence, ni de couleur de peau, ni d'appartenance religieuse. »

L'OMS en Centrafrique a d'abord apporté son concours dans la prise en charge des cas, le suivi des contacts, la prévention et le contrôle de l'infection ainsi que dans le renforcement de la surveillance épidémiologique. Ensuite, elle s'est assurée de ce que les patients déclarés

soient bien traités, veillant au renforcement de capacité du personnel de santé du centre d'isolement des malades du coronavirus et à la sensibilisation de la communauté dans laquelle réside le patient. Enfin, elle a appuyé le ministère de la Santé dans la mobilisation des ressources pour la mise en place des piliers de la réponse : la surveillance, la prise en charge, la communication, le contrôle des infections et la coopération entre les divers départements ministériels nationaux. L'OMS et le ministère de la Santé et de la Population ont conjointement effectué un travail de sensibilisation de la population sur le Covid-19, soulignant l'importance de ne pas céder à la panique et d'observer les gestes simples de prévention. L'OMS a également accompagné le rapatriement de Centrafricains ayant séjourné en Chine et a organisé leur mise en quarantaine pour qu'ils ne propagent pas la maladie. Un soutien indispensable car, comme l'indique le représentant résident de l'OMS, « *la RCA a l'un des systèmes de santé les plus vulnérables au monde. Les capacités de prise en charge étant très limitées, l'OMS a aidé à la création d'un centre de prise en charge.* »

Une stratégie de coopération

Ces interventions de l'OMS en Centrafrique s'ajoutent à la stratégie de coopération de l'organisme avec le pays en vue d'une part d'alléger les souffrances de la population centrafricaine et de mieux répondre à ses besoins en matière de santé, et d'autre part d'accélérer le relèvement du système de santé, pratiquement effondré à cause de la succession de crises connues par le pays. Adaptée à la situation de fragilité que traverse le pays, cette stratégie résulte d'échanges avec le gouvernement de la RCA et ses partenaires afin d'atteindre les objectifs en matière de soins de santé primaires, prenant en considération l'évolution du contexte politique, économique et sécuritaire.

La stratégie de coopération entre l'OMS et la Centrafrique est articulée autour de cinq priorités. D'abord la réduction de la charge des maladies transmissibles comme le VIH/Sida, la tuberculose, le paludisme et les maladies tropicales négligées, dans un contexte de haute vulnérabilité lié au déplacement des populations, à la faible couverture vaccinale et à la détérioration des conditions de vie, notamment environnementales. Ensuite, elle lutte contre les maladies non transmissibles incluant les cardiopathies, le cancer, les pneumopathies, le diabète et les troubles mentaux ainsi que les handicaps et les traumatismes, avec pour outils la promotion de la santé et la réduction des risques, ou encore la prévention, le traitement et la surveillance des maladies non transmissibles et de leurs facteurs de risque. Car la crise a réduit l'accès aux traitements et surtout aux mesures préventives. En

troisième lieu, il s'agit de promouvoir la santé à toutes les étapes de la vie : améliorer la santé pendant la grossesse, l'accouchement, la période néonatale, l'enfance et l'adolescence, améliorer la santé sexuelle et génésique, et enfin permettre à chacun de vieillir en restant actif et en bonne santé en tenant compte des déterminants de la santé et des objectifs de développement convenus au niveau international, en particulier les objectifs de développement durable liés à la santé.

Relever le système de santé

Concernant le système de santé, l'OMS œuvre à son optimisation en mettant l'accent sur la prestation intégrée des services, en apportant des financements en vue de la couverture sanitaire universelle, et enfin en renforçant les ressources humaines pour la santé et les systèmes d'information sanitaire. Elle facilite aussi le transfert de technologie et l'accès à un coût abordable à des technologies sanitaires de qualité, sûres et efficaces, ainsi que dans le domaine de la recherche, et ceci dans une perspective de reconstruction du système de santé en RCA. L'OMS contribue également à la préparation, à la surveillance et à une intervention efficace en cas de flambée épidémique et d'urgence aiguë de santé publique, et à la bonne gestion des aspects sanitaires des catastrophes humanitaires pour contribuer à la sécurité sanitaire.

Si ces objectifs partagés par le gouvernement sont ainsi clarifiés, l'OMS a néanmoins identifié plusieurs défis qui restent à relever, notamment l'importance de diminuer les taux de mortalité maternelle (890 pour 100 000 naissances vivantes) et des enfants de moins de cinq ans (173 pour 1 000), la prévalence élevée des maladies transmissibles qui évoluent généralement sur le mode endémo-épidémique, le dysfonctionnement du système de santé durement éprouvé par la crise humanitaire ainsi que le manque de ressources adéquates, et enfin le financement du secteur de la santé qui, déplore l'OMS, restant fortement tributaire de l'aide extérieure et difficile à coordonner, limite son efficacité.

Pour relever ces défis, le gouvernement a la ferme intention de promouvoir l'accès des populations aux services socio-sanitaires de base, de renforcer le ministère de la Santé et ses fonctions de gouvernance, de répondre aux besoins essentiels des services de santé, d'améliorer la prise en charge de la santé de la mère et de l'enfant par des mesures aussi bien préventives que curatives, d'optimiser la lutte contre les maladies comme le trio VIH/Sida-tuberculose-paludisme, et enfin d'améliorer la gestion des urgences et des catastrophes. Une démarche fortement appuyée par l'OMS, qui considère le relèvement du système de santé comme un indicateur majeur du retour à la normalité.

Christian Kouamen

L'EXPERTISE DE DONDRA, UN NOUVEAU SOUFFLE AUX FINANCES DE LA RCA

Henri-Marie Dondra, ministre des Finances et du Budget, premier secrétaire exécutif national adjoint du MCU, parti au pouvoir, brigue un siège de député aux législatives de 2020. Il s'appuie sur un bilan réussi car il a concrétisé une grande partie des réformes voulues par le chef de l'État.

« La Centrafrique est un pays résilient qui, malgré des années de crises et de conflits armés, a su renouer avec une croissance économique en hausse depuis 2016, soit un taux moyen de 4 %. Pour y arriver, nous avons dû, depuis l'investiture du président Faustin-Archange Touadéra il y a 4 ans, entamer un certain nombre de réformes et maintenir une discipline budgétaire en matière de réduction du ratio dette/PIB », expliquait avant la crise liée au Covid-19 Henri-Marie Dondra, aussi appelé HMD, grand argentier du pays. Critiqué par certains membres du pouvoir, il est en revanche vigoureusement défendu par le Premier ministre Ngrebada, qui indique qu'il a su « gagner la confiance du chef de l'État » en mettant en œuvre « plusieurs réformes pour assainir les finances publiques, gérer positivement le budget de l'État et augmenter les ressources intérieures du pays ».

En quête d'un siège de député

Aux législatives de 2020, il brigue un siège de député dans la première circonscription de Bangui au nom du MCU, le parti au pouvoir dont il est premier secrétaire exécutif national adjoint. C'est l'occasion pour cet économiste de défendre son bilan à la tête du ministère des Finances. Au titre des réformes qui lui valent l'inimitié de certains, il a suspendu dès sa prise de fonctions toute une série d'exonérations fiscales. Et annulé dans la foulée le système de mainlevées sur les importations, un dispositif qui permettait aux douanes de mettre des biens en cours de dédouanement à disposition des destinataires, donc avant le paiement intégral des taxes dues, rendant le recouvrement compliqué, voire quasi impossible.

Notons la forte implication du ministre HMD dans la première circonscription, qui lui doit plusieurs œuvres sociales telles que la distribution de pagnes pour la journée internationale de la femme le 8 mars, de kits



Henri-Marie Dondra,
ministre des Finances
et du Budget.

d'hygiène contre le Covid-19, et enfin de kits de ramadan à destination des familles musulmanes. Il a aussi mené des campagnes de salubrité dans les quartiers, fait construire quatre forages afin de donner de l'eau potable

aux dispensaires, à la gendarmerie, à 36 villas et à la Cité des évolués dans le 1^{er} arrondissement, fait installer des panneaux solaires, ou encore procédé à l'inscription de 150 jeunes à des sessions de formation à la création

impôts, de la digitalisation des règlements et services de paiement de l'État, d'un programme Sygmasystac novateur car interconnecté avec les banques de la place et de la sous-région pour payer les salaires, les bourses, les pensions et les factures, et enfin d'autres programmes tels que Patapaye concernant la numérisation des paiements des salaires via le mobile, ou encore l'installation d'un Data Center gérant les données de plusieurs entités dans le pays. Toutes ces avancées

« Nous devons soutenir le président Touadéra dans ce combat pour la reconstruction nationale. Tout ce qu'il fait, c'est pour la restauration de l'État sur toute l'étendue du territoire national. »

de TPE et de 400 personnes à une formation à l'activité génératrice de revenus (AGR) afin de bénéficier de microcrédit. Enfin, son implication dans la vie culturelle et sociale du pays fait de lui une personnalité politique à multiples facettes : il est président d'honneur de l'Union des musiciens de RCA et fondateur de plusieurs structures telles que le centre culturel HMD et la station de radio et télévision HMD.

Sécurisation des revenus de l'État

En termes de gouvernance, plusieurs innovations sont à relever au sein de son propre département. Il a par exemple mis l'ensemble du ministère au digital dans le but de faciliter les transactions. Un vent de modernisation qui s'est traduit par la mise en œuvre de téléprocédures comme la télédéclaration et le télépaiement des

montrent que l'expertise de HMD a contribué à la sécurisation des revenus de l'État et a permis d'accroître les recettes fiscal-douanières.

Le ministre a également lancé une série d'investissements visant à renforcer le patrimoine foncier du ministère des Finances. Cela s'est traduit par plusieurs constructions, dont celle d'un immeuble en annexe du cabinet du ministère devant abriter les services rattachés et qui a abouti à la centralisation de tous les services, ou celle d'un hôtel des impôts de huit étages rassemblant lui aussi tous les services, celle d'un port sec douanier au quartier PK 26 permettant aujourd'hui d'opérer des actions de contrôle avant l'entrée à Bangui, et enfin celle du poste douanier à l'entrée de la localité de Mongoumba pour contrôler les entrées en provenance du sud du pays.

Au service de la reconstruction nationale

Dans la vie politique, sa mission est de concrétiser la vision du chef de l'État, qui ambitionne de jeter les bases d'une nation pacifiée, moderne et prospère au bénéfice des générations futures. Assuré de la confiance du président de la République Faustin-Archange Touadéra, inspirateur de toutes ces mesures, Henri-Marie Dondra estime que *« pour sortir de notre fragilité, il nous faut aussi renforcer la mobilisation de nos ressources intérieures en modernisant le système fiscal et en nous appuyant sur des niches fiscales comme le foncier »*. En somme, précise le ministre des Finances et du Budget, *« nous devons soutenir le président Touadéra dans ce combat pour la reconstruction nationale. Tout ce qu'il fait, c'est pour la restauration de l'État sur toute l'étendue du territoire national. Et ceci afin d'accroître la mobilisation des ressources financières du pays. »*

Serge-Henri Malet

Bio

Ministre des Finances et du Budget de la RCA depuis 2016, Henri-Marie Dondra (HMD) est non seulement un homme de confiance du chef de l'État mais aussi un technocrate respecté.

Banquier né le 14 août 1966, cet heureux père de cinq enfants a la réputation d'être un réformateur dans l'âme. Dès l'obtention de sa licence en droit en 1990, il enchaîne un an plus tard avec un diplôme du Centre de formation bancaire des cadres supérieurs de la Banque centrale populaire du Maroc, puis avec un master 2 en finances de l'université catholique de Lille (France) et un DESS en finances du Centre d'enseignement polytechnique international du Bénin. Parallèlement à ce riche cursus, il va multiplier les qualifications et certifications dans divers métiers pointus de la finance et de la banque.

C'est donc un banquier au sommet de sa science, un véritable expert de la finance, qui entame de 1992 à 1996 une carrière à la Banque populaire centrafricaine Maroc, d'abord comme membre du comité de gestion et de crédit, puis responsable du département international aux services centraux, et enfin chef d'agence centrale. En 1997, il entre au Fonds africain de garantie et de coopération économique (FAGACE) en tant qu'analyste financier et devient deux ans plus tard chef de section évaluation des projets. En 2006-2007, il assume les fonctions de chef du service audit interne et contrôle, directeur financier et comptable, directeur pour la promotion du commerce international, puis, de 2007 à 2009, représentant régional pour l'Afrique centrale, avant d'être promu directeur général du FAGACE.

LA COMMERCIAL BANK CENTRAFRIQUE SUR LE CHEMIN DE LA PERFORMANCE

Après une période de difficultés, la Commercial Bank Centrafrique (CBCA) renoue avec la croissance et voit ses parts de marché augmenter grâce à la forte implication de l'État dans sa restructuration et dans sa relance.



Hervé Kogboma Yogo, directeur général de la Commercial Bank Centrafrique.

La déjà fière allure, le bâtiment en construction qui va abriter le siège de la Commercial Bank Centrafrique (CBCA). Lancés le 7 février 2020 par le président de la République Faustin-Archange Touadéra lors d'une cérémonie grandiose en présence de membres du gouvernement, les travaux consistent en la réalisation d'un immeuble R+3 comprenant 73 bureaux, pour un coût global de 1,4 milliard de FCFA. À en croire le directeur général de la banque Hervé Kogboma Yogo, « la construction de ce siège met

en relief la matérialisation concrète d'une ferme et forte volonté de la Commercial Bank Centrafrique d'accompagner la dynamique gouvernementale de construction d'une économie solide et dynamique. C'est pourquoi le lancement de ces travaux est plus qu'un symbole : il constitue une remarquable étape supplémentaire dans la marche de la CBCA. »

Henri-Marie Dondra, le ministre des Finances et du Budget, ne tarit pas d'éloges sur l'édification de cet immeuble ultramoderne et spacieux qui incarne l'esprit de conquête dans lequel s'inscrit désormais le management de la banque, déterminé à s'impliquer à fond dans l'élan de marche en avant du pays aux côtés du gouvernement. La preuve, le directeur général de la CBCA Hervé Kogboma Yogo a entamé l'extension des services de la banque à certaines villes de province pas encore couvertes, concomitamment avec le déploiement de moyens de paiement modernes tels que la carte Visa, opérationnelle à l'international.

Il faut dire que déjà, la CBCA possède dans son cœur de métier des bases solides qui lui servent de tremplin pour se propulser vers l'avant. « Nous proposons toute une série de produits qui sont désormais des

« classiques » des banques : découvre automatiquement, carte bancaire à relief, e-Banking... Notre secret, c'est juste le sérieux dans le travail que nous faisons, qui se reflète dans la satisfaction de nos clients, et donc dans notre réputation. Notre système de crédit est aussi très attractif sur le marché », analyse le directeur général.

Qu'il s'agisse de grandes entreprises, de PME, d'industries ou même de particuliers, la CBCA développe une offre alléchante et variée. « Aujourd'hui, nous sommes en train de mettre un accent particulier sur

Le futur siège de la Commercial Bank Centrafrique à Bangui entièrement financé par les fonds propres de la banque.



les PME-PMI, car ce sont elles qui font l'économie. Depuis deux ans, nous développons des techniques de financement qui leur sont dédiées, c'est une vraie source de satisfaction pour nous. Les particuliers fonctionnaires d'État constituent également une large part de nos clients, et réciproquement, nous sommes depuis des décennies la première banque pour ce qui est du financement de la fonction publique centrafricaine », développe Hervé Kogboma Yogo. Enfin, dans sa clientèle, la Commercial Bank Centrafrique compte également des entreprises actives dans les hydrocarbures, comme Total et Tradex, ainsi que des sociétés de l'hôtellerie, du BTP, du commerce, du bois...

Pour consolider sa place sur le marché centrafricain malgré la concurrence, c'est en innovant que la banque modernise sa stratégie de séduction de la clientèle. « Nous finançons beaucoup l'économie. Nous mettons aussi un accent particulier sur la qualité de l'accueil réservé à la clientèle, c'est ce qui fait un peu notre particularité. Je suis très satisfait de voir que nos chiffres sont nettement au vert, tant en termes d'effectif clients, qui croît chaque jour, qu'en termes de réalisations. Nous sommes la première banque aujourd'hui sur plusieurs critères, dont le financement de l'économie avec plus de 40 milliards de FCFA d'engagements. De leur côté, les fonds propres sont passés de 5,3 milliards de FCFA il y a trois ans à 9,5 milliards aujourd'hui », détaille le dirigeant. Autant le dire, la performance est au rendez-vous grâce à l'approche dynamique impulsée par le directeur général et basée à la fois sur l'écoute de la clientèle et sur l'innovation.

Autre preuve de la bonne santé financière de la CBCA, les travaux de construction du siège ont été entièrement financés par les fonds propres de la banque. Des performances qui tranchent avec sa situation d'il y a quelques années, entre 2009 et

2013, lorsqu'elle était sous administration provisoire et a même frôlé la liquidation pure et simple avant d'être sauvée de justesse par l'État, désormais actionnaire à 85 %. Comme le confesse Hervé Kogboma Yogo, aussi reconnaissant que confiant en l'avenir, « sans l'intervention de l'État et ses efforts énormes, on n'en serait pas là. Sa tutelle nous maintient en vie. En revanche l'État, lui, est perdant : pour des raisons techniques, alors que les fonds propres devraient être à 10 milliards de FCFA selon les exigences de la Cobac, nous n'en sommes pas tout à fait là. Cela signifie que l'État n'a pas encore bénéficié de dividendes. Peut-être pourrait-il y prétendre à partir de l'année prochaine ? »

Forte de ce nouveau souffle, la CBCA, qui a ouvert des agences dans plusieurs villes du pays, est bien installée dans l'environnement financier centrafricain, où ses parts de marché sont en forte hausse. C'est d'ailleurs la seule banque à avoir gardé ouvertes ses agences en province malgré le contexte sécuritaire difficile. Afin de maintenir ses activités sur tout le territoire pour continuer à innover l'économie nationale, la Commercial Bank Centrafrique a fait le choix, certes coûteux mais efficace, d'exploiter par précaution la voie aérienne pour convoier les fonds dans ses agences. « Je dois dire que la situation sécuritaire s'est nettement améliorée, y compris dans les zones de conflit. Nous travaillons très bien, que ce soit à Bangui ou à l'intérieur du pays. Seule notre agence du PK5 est fermée, mais nous envisageons sa réouverture », confiait-il y a peu le directeur général.

Christian Kouamen

Bio

Hervé Kogboma Yogo, directeur général de la CBCA depuis le 12 décembre 2017, en était directeur général adjoint depuis janvier de la même année. Une ascension méritée pour cet homme jugé intègre et travailleur qui, depuis son entrée à la banque le 1^{er} septembre 2008 en tant que contrôleur des engagements, a gravi les échelons en devenant gestionnaire des PME-PMI, puis chef du secteur et enfin chef du département PME-PMI.

Muni d'une maîtrise en banque-finance de la Haute École de gestion et de comptabilité de Bangui obtenue après un BTS en banques et assurances, il décroche à Cotonou, au Bénin, un master 2 en finance à l'école Pigier et un diplôme d'ingénieur en banque-finance à l'école CP Formation. Rentré à Bangui, il passe 3 ans à exercer sa passion, l'enseignement, parallèlement à la poursuite d'études en droit. Admis en 3^e année, il n'aura hélas plus de temps à consacrer aux études car il est recruté par la Commercial Bank...

Loin de se satisfaire de son brillant parcours, le manager continue de chercher mieux : depuis avril 2020, il est inscrit à la Sorbonne, à Paris, pour y suivre des études en haute finance. « Le meilleur manager est celui qui se fait le plus petit. Quand on se considère tout petit tout en restant grand, cela force le respect. Ici, à la CBCA, il n'y a pas pour moi de petit ou de grand collaborateur. C'est ainsi que j'ai réussi à avoir la confiance de mes collègues, et c'est ce qui explique aussi le niveau où nous avons réussi à hisser notre banque aujourd'hui », aime-t-il à rappeler.

UN NOUVEL ÉLAN DANS LE SECTEUR MINIER

Le chef de l'État a pris l'option résolue d'impulser plus de vitalité et de transparence dans ce secteur vital de l'économie centrafricaine.

Pays enclavé au nord de la République démocratique du Congo et réputé pour sa « scandaleuse » richesse minière, la République centrafricaine couvre un vaste territoire riche en ressources minérales : or, cuivre, manganèse, nickel, chrome, terres rares (colombo tantalite, monazite...), graphite, cassitérite, sel gemme, diamant, fer, quartz, hydrocarbures (pétrole et gaz naturel), granit, pegmatites, phosphates, latérites, argiles, kaolinites... Depuis la période coloniale, les recherches ont prouvé l'existence d'environ 34 substances réparties sur près de 510 indices minéraux. Selon les autorités, certaines potentialités restent encore à l'état d'indice métallo-génique ou minéralogique et nécessitent des travaux de recherche approfondis.

À ce jour, le secteur des industries extractives de RCA se concentre principalement sur l'exploitation de l'or et des diamants. Ces diamants, classés parmi les meilleurs du monde, font d'elle le cinquième pays mondial en la matière. Avant la crise, leur extraction représentait environ 40 % des exportations, occupant une main-d'œuvre de près de 400 000 personnes. Mais plusieurs sites riches en pétrole ayant été découverts, le gouvernement a pris accord avec des firmes pétrolières pour relancer les recherches. Selon Léopold Mbolli-Fatran, ministre des Mines et de la Géologie, « *la RCA n'est pas un pays producteur de pétrole, mais elle compte trois blocs qui ont été alloués par l'État à des entreprises privées : elles ont terminé la première phase de recherche et ont l'intention de commencer les forages d'exploration dans les années à venir* ». En somme, la République centrafricaine dispose d'importantes ressources minérales pouvant contribuer à l'amélioration des conditions de vie de sa population. Selon Léopold Mbolli-Fatran, « *en cette période de relance de l'économie, le diamant et les autres minerais dont regorge le sous-sol de notre pays constituent une ressource indispensable pour favoriser la sortie de crise et soutenir cette reprise économique. Je saisis l'opportunité du Forum*

des investisseurs ⁽¹⁾ ici à Bangui pour m'adresser à tous les opérateurs du secteur minier, d'où qu'ils viennent, et pour lancer un appel à plus d'investissements dans les minerais centrafricains. » Actuellement, la production est essentiellement artisanale et peu mécanisée, une situation que tient à corriger le chef de l'État. Mais l'obstacle majeur reste le financement : « *Arriver à une production rentable suppose de passer par de multiples phases. Le coût de la recherche géologique sur l'ensemble des zones minières s'élève à environ 300 millions de dollars, ce que ne peut pas se permettre actuellement un pays* », analyse un expert.

Depuis l'accession au pouvoir du président de la République Faustin-Archange Touadéra, le gouvernement a mis un accent particulier sur le développement d'un secteur minier propre à booster l'économie nationale et à répondre aux besoins croissants de la population. Il a ainsi procédé à l'assainissement du secteur, avec notamment le nettoyage des fichiers des artisans miniers, coopératives, collecteurs, bureaux d'achat, cadastre, à la promotion des investisseurs sérieux, et enfin à l'industrialisation. Afin d'obtenir la levée de la suspension de la RCA du processus de Kimberley ⁽²⁾, des mesures spéciales de validation des zones vertes, de contrôle de la traçabilité et de suivi de la production

Bio

Léopold Mbolli-Fatran, ministre des Mines et de la Géologie depuis septembre 2017, est un ingénieur statisticien économiste. Intégré comme fonctionnaire au ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale (MPCI) en 1984, il y a exercé comme directeur du Centre de formation des statisticiens à l'École nationale d'administration et de la magistrature, directeur de la Synthèse économique à la Direction générale des statistiques et des études économiques, chargé d'études à la Cellule des petites et moyennes entreprises, chargé de mission puis conseiller économique et financier auprès du Premier ministre, expert national de la cellule des prévisions à moyen terme, et enfin directeur général adjoint de la Banque sahélo-sahélienne pour l'industrie et le commerce de Centrafrique (BSIC).

Il a en outre servi l'État en tant que ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique, puis ministre des Mines, de l'Énergie et de l'Hydraulique, avant d'être nommé à ses actuelles responsabilités.



Depuis l'accession au pouvoir du président de la République Faustin-Archange Touadéra, le gouvernement a mis un accent particulier sur le développement d'un secteur minier propre à booster l'économie nationale et à répondre aux besoins croissants de la population.

ont été mises en place. Le gouvernement a donc pu rouvrir le commerce légal de diamants bruts dans les zones du pays jugées conformes, et œuvre à étendre cette traçabilité à d'autres zones. Toujours désireux de transparence, le gouvernement a annoncé l'année dernière la délivrance de 116 permis miniers concernant certes le diamant et l'or, mais aussi d'autres substances minérales. En plus de mener une lutte sans merci contre la contrebande minière, le président Touadéra a engagé des discussions avec ses pairs de la sous-région en vue d'élaborer un mécanisme régional de certification de certaines ressources : or, cassitérite, etc. Le Code minier est également en cours de révision pour renforcer à la fois l'attractivité et la transparence.

En matière de promotion du secteur extractif, le gouvernement a organisé en février 2020 le premier Salon international des mines, des carrières et du pétrole (SEMICA), rassemblant plus de 1 000 participants venus d'horizons divers. Selon le chef de l'État, ce salon visait à donner un nouvel élan au secteur minier centrafricain en révélant les potentialités géologiques du pays et les opportunités qu'offre le cadre juridique à l'attraction d'investissements directs étrangers. Pour moderniser le secteur, en améliorer l'attractivité, la compétitivité et la gouvernance, le gouvernement multiplie les initiatives, conformément à la feuille de route tracée par le président Touadéra. Ainsi, dès le mois d'août 2016 à Bangui, une réunion des ministres en charge des Mines des pays producteurs de diamants bruts en

Afrique centrale a été organisée dans l'objectif de jeter les bases d'une plate-forme commune de lutte contre la fraude et la contrebande transfrontalières. Citons également l'accord de l'Assemblée nationale autorisant le ministre en charge des Mines à signer la convention de développement minier avec les sociétés minières afin d'être réactif dans le traitement des dossiers des partenaires du secteur. Les autorités ont aussi obtenu l'assistance technique du gouvernement américain sur le financement USAID à travers le projet Droit de propriété et développement du diamant artisanal (DPDDA II) destiné à soutenir le rétablissement de la chaîne légale de diamants bruts sans conflit et en conformité avec le cadre opérationnel du Processus de Kimberley. Dans cet élan de transparence, signalons l'audit de 82 700 carats de diamants constitués après la suspension de la République centrafricaine. Enfin, plusieurs protocoles d'accord de coopération dans le domaine des mines, de la géologie et du pétrole ont été signés avec des pays plus expérimentés comme l'Afrique du Sud, la Belgique ou la Chine.

Christian Kouamen

⁽¹⁾ Le gouvernement centrafricain, déterminé à impulser une dynamique de relèvement de l'économie, a organisé un forum des investisseurs les 7 et 8 novembre 2017 à Bangui. Parmi les participants, des sociétés minières, de nombreux constructeurs et des spécialistes en infrastructures.

⁽²⁾ Le Processus de Kimberley (PK) rassemble les administrations, les sociétés civiles et les industriels dans le but de réduire partout dans le monde l'existence des « diamants de conflits », des diamants bruts utilisés pour financer les guerres livrées par des rebelles visant à déstabiliser les gouvernements.



PREMIER GROUPE DE PRESSE AU BURKINA FASO

Carrefour Africain
23 mars 1959



Mensuel d'informations
thématiques

Sidwaya Quotidien
05 avril 1984



Quotidien d'informations
générales

Sidwaya Sport
08 août 2000



Hebdomadaire
d'informations sportives

Sidwaya Mobile
01 juin 2014



Alerte informative via
les téléphonies
en instantané

Sidwaya Numérique
14 avril 2015



Les différentes publications
en numérique sur sa nouvelle
interface «visiteur»

Sidwaya, le journal de tous les Burkinabè

01 BP 507 OUAGADOUGOU 01
Télex : 5327 BF AIB 5,
rue du marché

Tél. : (+226) 70 20 05 62
(+226) 25 30 63 06/07
Fax : (+226) 25 31 03 62

www.sidwaya.bf
www.aib.bf



Les Editions Sidwaya



Amis des Editions Sidwaya



Les Editions Sidwaya

Sud *Quotidien* Un journal de référence

Des analyses, des interviews, des reportages, des dossiers...

Je veux m'informer, je choisis Sud Quotidien !

Souscrivez au service AbonNET, vous recevrez votre journal PDF dès sa parution.

Pour les renseignements :
appelez au **+221 33 824 33 06**
ou envoyez un courriel à
sudcommercial@sudonline.sn





Commercial Bank Centrafrique

*Le nouveau siège de la Commercial Bank Centrafrique
au cœur du centre-ville de Bangui.*



***CBCA, la Banque au service de
l'Économie Centrafricaine***

Siège social & Direction générale
Rue de Brazza
BP 59 - Bangui - République centrafricaine
Tél. : (+236) 21 61 29 90